



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

AU MOYEN-ORIENT COMME PARTOUT LE CAPITALISME NE PEUT MENER QU'AU MASSACRE

Deux mois après l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, la situation mondiale n'a cessé de s'aggraver. Aujourd'hui, dans la partie de bras de fer entre S. Hussein et ce que les médias bourgeois appellent "la communauté internationale", il est clair qu'il n'y a aucune place pour une quelconque solution négociée. Des deux côtés, les positions n'ont fait que se durcir semaine après semaine : blocus des ambassades de Koweït-City, échec de la mission diplomatique de Perez de Cuellar, résolutions de plus en plus énergiques de l'ONU, provocations irakiennes telle l'agression des ambassades occidentales au Koweït... Et le signe le plus évident de l'accroissement de la tension, c'est bien le renforcement incessant du gigantesque arsenal militaire des USA et de leurs acolytes dans le Golfe.

Toutes ces grandes manoeuvres ne sont pas de simples gesticulations comme voudraient nous le faire croire tous

ceux qui s'imaginent que cette accumulation pharminieuse d'armements ne serait là que pour la parade. L'escalade guerrière qui se déchaîne aujourd'hui dans le Golfe nous montre le seul avenir que nous réserve le capitalisme. Elle n'est qu'une première manifestation de la nouvelle situation historique qui s'est ouverte pour l'ensemble du monde capitaliste avec la fin de la "guerre froide". Cette nouvelle situation, ce n'est certainement pas celle d'une "paix mondiale" assurée avec l'effondrement du bloc impérialiste russe comme nous l'avaient vanté, ces derniers mois, tous les chantres de la bourgeoisie. C'est au contraire une ère de barbarie et de chaos généralisé que le capitalisme décadent nous promet à coup sûr dans toutes les parties du monde et qui contient la menace de destruction de la planète si le prolétariat le laisse faire.

■ L'extrême gravité des tensions impérialistes, prêtes à se déchaîner à tout moment dans le Golfe, vient aujourd'hui apporter un démenti cinglant à tous les mensonges pacifistes auxquels nous avons eu droit après l'effondrement du bloc de l'Est. On nous avait promis qu'avec la fin de la "menace russe", la paix et la stabilité mondiale allaient enfin pouvoir s'installer de façon durable dans un capitalisme éternel et bienfaisant. Aujourd'hui la réalité monstrueuse, hallucinante de l'escalade guerrière dans le Golfe, vient dévoiler au grand jour la seule perspective que porte en lui ce système en pleine putréfaction qu'est le capitalisme mondial : guerre, massacres, destructions de plus en plus massives. Et il n'y a pas d'illusion à se faire, ce ne sont pas uniquement les régions pétrolières, présentant un intérêt économique et stratégique vital pour la bourgeoisie mondiale, qui sont aujourd'hui menacées par le déchaînement de la barbarie capitaliste. La crise du Golfe n'est pas une guerre lointaine et exotique, circonscrite aux seules frontières des Etats du Moyen-Orient. Cette crise ne fait qu'annoncer et préparer d'autres conflits militaires où aucune partie du monde ne saurait être épargnée. Elle est aujourd'hui le symptôme le plus criant de la gangrène généralisée du capitalisme décadent qui, livré à sa propre logique infernale, est condamné à périr dans la boue et le sang, dans un déluge de bombes et de feu.

AVEC LA FIN DE LA "GUERRE FROIDE", LE REGNE DE L'IMPERIALISME DECHAINE

Depuis la première guerre mondiale, l'impérialisme est devenu une des caractéristiques majeures et permanentes du capitalisme, traduisant l'entrée de ce système, confronté à des contradictions économiques insolubles, dans sa période de décadence, de déclin historique. Plus de trois quart de siècle où la guerre est devenue la conséquence et la manifestation suprême de la concurrence exacerbée que se livrent toutes les nations petites ou grandes, "démocratiques" ou "dictatoriales", sur un marché mondial de plus en plus saturé. Et depuis la fin de la deuxième boucherie mondiale, même en temps de "paix", le capitalisme n'a jamais cessé de déchaîner sa folie meurtrière aux quatre coins de la planète : guerres coloniales, guerres de "libération nationale" résultant de l'affrontement militaire par pays du tiers-monde interposés entre le bloc russe et le bloc US, développement pharminieux de l'économie d'armements dans tous les pays...

Aujourd'hui, l'engagement militaire des principaux Etats du monde dans la crise du Golfe constitue non seulement un concentré de la barbarie de ce système moribond qui, tout au

long du 20ème siècle n'a su que provoquer des destructions toujours plus massives, mais elle confère à l'impérialisme et à la guerre une dimension nouvelle résultant directement de la fin de la division du monde en deux blocs militaires rivaux.

En effet, avec l'effondrement du bloc de l'Est, avec la disparition de ce qui constituait le principal ciment des différents Etats du bloc occidental, celui-ci ne pouvait qu'entrer, à son tour, dans un processus de désagrégation. Et ce processus prend une forme d'autant plus extrême que la disparition du bloc de l'Est marquait également l'entrée du capitalisme, sous les coups de l'aggravation de la crise économique mondiale, dans une nouvelle et dernière étape de la décadence de ce système, celle de la décomposition générale de la société, de son pourrissement sur pied. Cette décomposition s'exprime par une tendance croissante à l'éclatement, à la dislocation de tous les aspects de la vie sociale qui ne pouvait qu'aggraver encore la désagrégation du bloc occidental. C'est dans le cadre de cette nouvelle situation historique qu'il faut comprendre l'aventure militaire dans laquelle s'est engagée l'Irak et qui constitue la première manifestation majeure des convulsions qui frappent à son tour le bloc US. C'est ainsi que l'Irak qui, jusqu'à présent, avait été un bon et loyal serviteur du bloc US pour le compte duquel il accomplissait les basses besognes de remise au pas de l'Iran, a été poussé, sous la pression de la crise économique, à tenter de jouer sa propre carte en mettant la main sur le Koweït.

En ce sens, la crise actuelle dans le Golfe persique revêt une signification particulièrement grave par les enjeux et les perspectives qu'elle contient : elle constitue la première manifestation d'une nouvelle période où l'arène impérialiste mondiale va être de plus en plus marquée par le déchaînement de tous les impérialismes locaux, où, dans la guerre de tous contre tous, chaque capital national va tenter, en usant des armes les plus sophistiquées, de défendre ses propres intérêts particuliers au détriment des nations voisines. Dans une telle situation, la seule perspective que porte avec lui le capitalisme, c'est celle d'un chaos toujours plus meurtrier, toujours plus sanglant, où ce sont des régions entières qui risquent d'être rayées de la carte du monde. La menace d'un embrasement militaire au Moyen Orient ne fait qu'augurer du futur qui attend l'humanité si le capitalisme parvient jusqu'au bout de sa logique suicidaire : la transformation de la planète en un immense charnier.

LA CRISE DU GOLFE NE PEUT ABOUTIR QU'A LA GUERRE ET AU CHAOS GENERALISE

Face à cette situation de décomposition générale du capitalisme, c'est à la bourgeoisie la plus puissante du monde sur

le plan économique et militaire qu'il revenait de tenter de sauver les meubles en s'efforçant de ralentir cette tendance à un chaos croissant. Ainsi, la démonstration de force des USA dans le Golfe, la pression qu'ils ont exercée auprès de leurs alliés pour les obliger à s'impliquer et à resserrer les rangs derrière la bannière US, n'a qu'une seule signification : affirmer leur leadership sur le monde, montrer qu'eux seuls ont les moyens de faire "respecter l'ordre", en empêchant que les appétits impérialistes de toutes les autres nations ne se déchaînent dans tous les sens. En ce sens, la fermeté avec laquelle Bush entend mener à bien sa politique de gendarme du monde dans la crise du Golfe, la gigantesque puissance de feu capable de détruire dix fois l'Irak qu'il étale aux yeux de tous les pays ne visent pas seulement à amener Saddam Hussein à une rédition complète et inconditionnelle. Elle constitue aussi et surtout un avertissement d'envergure à tous ceux qui seraient tentés de suivre l'exemple de l'impérialisme irakien. Elle n'a d'autre objectif que de prouver par le feu et par le sang que ce type d'aventure ne peut se solder que par des représailles impitoyables.

Ainsi, la crise du Golfe ne peut déboucher que sur l'horreur des massacres, perpétrés du côté des grands brigands impérialistes au nom de la "paix" et de la "stabilité de monde", du côté du petit truand irakien au nom de la "résistance à l'impérialisme US".

Et si le grand caïd américain parvient à faire un exemple en infligeant une raclée cuisante à l'Irak, s'il parvient à dissuader les autres gangsters capitalistes de se lancer dans des aventures à la Saddam Hussein, cela ne signifie nullement qu'il réussira à porter un coup d'arrêt définitif au chaos et au déchaînement des rivalités impérialistes. De la même façon que la bourgeoisie la plus puissante du monde ne peut éviter l'aggravation de la crise économique, elle ne pourra fondamentalement rien contre les conséquences majeures de cette crise insoluble. Le capitalisme en continuant à s'enfoncer dans le marasme économique, en continuant à se décomposer, porte avec lui l'exacerbation des manifestations les plus barbares de cette décomposition. Les pressions vers la guerre ne sont pas le résultat de la bonne ou de la mauvaise volonté des dirigeants. Elles sont le produit de la logique infernale, irrationnelle, du capitalisme décadent dans laquelle chaque bourgeoisie nationale est entraînée et à laquelle elle ne peut se soustraire. Avec l'aggravation inexorable de la crise économique, la guerre commerciale que vont se livrer tous les requins impérialistes pour tenter de défendre leurs intérêts sur le marché mondial ne peut que déboucher sur une tendance croissante au "chacun pour soi", sur la guerre des armes, sur la guerre de tous contre tous, c'est-à-dire sur une débâcle et un chaos généralisés.

En ce sens, la gigantesque offensive militaire des USA dans le Golfe ne peut être qu'une tentative de ralentir un tant soit peu cette tendance inéluctable à l'enfoncement de toute la société dans les miasmes de la décomposition. Elle ne fait que préparer et annoncer d'autres interventions militaires des grandes puissances dans toutes les parties du monde.

Et si, dans la crise du Golfe, les USA s'avéraient, au bout du compte, incapables d'imposer un écrasement militaire à l'Irak et d'assumer ainsi leur responsabilité de gendarme du monde, s'ils ne parvenaient pas à défendre, en même temps que leurs propres intérêts particuliers, l'intérêt général du système dans son ensemble, c'est leur statut de première puissance mondiale, leur crédibilité-même qu'ils perdraient. Une telle capitulation des USA face à l'Irak signifierait que le hold-up de Saddam Hussein a fini par payer, ce qui ne pourrait qu'encourager tous les autres gangsters impérialistes à suivre son exemple. Cette situation n'aurait d'autre conséquence qu'une aggravation encore plus considérable de la situation mondiale dans la mesure où elle ouvrirait immédiatement la porte au déchaînement des conflits militaires, des guerres de rapines partout dans le monde.

Il n'y a aucune illusion à se faire. Aujourd'hui, encore moins que par le passé, la paix n'est possible dans le capitalisme. Ce système moribond ne peut que plonger l'ensemble de la société dans des convulsions de plus en plus sanglantes et lui faire subir ainsi les affres de sa propre agonie. Quelle que soit l'issue que va connaître cette partie de bras de fer entre S. Hussein et les autres brigands impéria-

(SUITE P. 2)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

- . La France "socialiste" défend l'ordre capitaliste mondial..... p.2
- . Réfugiés du désert, les premières victimes de la guerre..... p.2
- . Réunification de l'Allemagne, un coup dur pour les ouvriers..... p.3
- . URSS : Les "réformes" ne mènent qu'à la misère et à la famine..... p.3
- . USA : Les syndicats font passer les attaques capitalistes..... p.3

FRANCE

- . Avec les syndicats, le combat de classe est impuissant..... p.4
- . Le spectre de Tchernobyl..... p.4
- . Crise du système scolaire..... p.4

LES REVOLUTIONNAIRES FACE A LA GUERRE DU GOLFE

- . La sous-estimation de la gravité de la situation actuelle..... p.6
- . Jusqu'où ira le crétinisme de la FECCI ?..... p.6
- . Bilan d'une réunion publique du CCI à Paris..... p.7

PCF, CGT, TROTSKYSTES

**DES VA-T-EN-GUERRE
COMME LES AUTRES (Page 5)**

LA FRANCE "SOCIALISTE" DEFEND L'ORDRE CAPITALISTE MONDIAL

« Nous avons le choix entre la loi de la jungle et la loi du droit. L'alternative est là », a déclaré Mitterrand devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Il a bien compris la leçon. On ne saurait mieux résumer la situation actuelle et le problème auquel sont confrontés toutes les bourgeoisies nationales dans leur visées impérialistes. Mais cette fameuse "loi du droit" à laquelle le gouvernement français soi-disant socialiste entend faire allégeance aujourd'hui avec un bel opportunisme, n'est pas autre chose dans l'univers de brigandage impérialiste où nous vivons que ce qu'on appelle plus communément la "loi du milieu", le code de conduite propre à la pègre, les règles du jeu en vigueur dans la mafia dont "les droits" se résument essentiellement à ceci : ils sont soumis à la loi du plus fort. C'est seulement sur ce terrain que l'on peut comprendre les agissements des bandes de requins qui gouvernent le monde, comme nous l'avons mis en évidence dans RI le mois dernier (voir l'article : "La bourgeoisie, une classe de gangsters").

Voilà quelle est la sordide réalité du capitalisme : ce n'est pas parce que la féroce guerre de gangs entre l'Est et l'Ouest qui a sévi pendant 40 ans est terminée, se soldant par la faillite complète et l'éclatement du clan lié à l'URSS, que les mœurs de tous ces gangsters ont changé ou se sont assagis. Au contraire, de nouveaux appétits impérialistes surgissent, de nouvelles ambitions se réveillent chez tous ces truands. Et le problème ne peut se régler que comme dans une affaire de brigands : soit le plus puissant d'entre eux est capable de faire respecter sa loi et d'imposer le rapport de forces nécessaire pour préserver son autorité, comme aujourd'hui, soit la bagarre généralisée se déchaine et c'est alors la loi de la jungle où chacun va chercher à faire rapine de son côté aux dépens du voisin en cherchant à le tailler en pièces.

C'est pour avoir enfreint ces règles que le petit malfrat Saddam Hussein, faisant un hold-up sur le Koweït pour son propre compte et sans l'accord des grands caïds, se retrouve aujourd'hui "hors-la-loi", mis à l'index par les grandes puissances et en passe d'être "liquidé".

C'est cette loi que vient rappeler brutalement et par la force le "parrain" américain à travers son intervention directe et musclée dans le Golfe et la démonstration de sa toute-puissance militaire qui, au-delà de la correction mémorable qu'elle compte infliger à l'Irak, entend faire un exemple à l'intention de tous ceux qui seraient tentés à l'avenir de faire cavalier seul ou de jouer les grands caïds. Ce sont toutes les autres nations qui sont mises en demeure de ravalier leurs propres prétentions impérialistes et de se mobiliser derrière leur chef. Toutes sont sommées d'obéir aux ordres et de participer d'une façon ou d'une autre à "l'effort militaire" et celles qui comme l'Allemagne ou le Japon, sont dans l'impossibilité de fournir des contingents militaires sont rançonnées, rackettées financièrement et n'ont pas d'autre choix que de s'exécuter.

Les Etats-Unis entendent démontrer plus que jamais aujourd'hui qu'ils restent "le patron" et qu'ils ne toléreront pas que leur autorité soit bafouée par qui que ce soit dans le monde, ni tout autant contestée au sein même de leur clan.

La France se retrouve particulièrement impliquée dans cette "leçon", étant parmi les puissances impérialistes occidentales une de celles qui se sont fait le plus tirer l'oreille. Ce n'est pas sans raison. Bénéficiant jusque là d'un statut privilégié de gendarme du Moyen-Orient en tant que l'un des lieutenants les plus zélés du camp américain, elle s'était particulièrement acoquinée avec Saddam Hussein quand celui-ci bénéficiait encore du soutien occidental face à "l'aventure islamique" de l'Iran.

Tous les ténors politiques français lui ont manifesté un

soutien empressé depuis l'ancien premier ministre Chirac, jusqu'à l'actuel ministre de la défense Chevènement qui, il y a six mois à peine, assurait S. Hussein "de l'estime et du respect des dirigeants français". Et pour cause : la France a été pendant plus de dix ans, le plus important fournisseur occidental en armements modernes de l'Irak.

Dès lors, la France était fort mal placée pour jouer les va-t-en-guerre par rapport à l'Irak. De là, les tergiversations, les hésitations du gouvernement français au cours des deux premières semaines du conflit qui tentait de s'abriter sous le masque hypocrite d'une "volonté de paix", prétendant même jouer un éminent rôle diplomatique dans "la recherche d'une solution négociée". Ce n'est nullement par souci "pacifiste", mais en fonction de bien sordides et mesquines considérations que la France "socialiste" adoptait une telle attitude première.

Cependant, ce gouvernement n'a pas tardé à comprendre ensuite que l'occupation militaire massive du terrain par les USA eux-mêmes signifiait la destitution de la France de ses fonctions de gendarme au Moyen-Orient et que cela impliquait aussi la menace directe de son éviction de cette zone stratégique et la privation de toute part du gâteau impérialiste à terme, si elle ne coopérait pas plus étroitement et continuait à traîner les pieds.

Dans ces circonstances, le gouvernement français n'avait plus le choix, il se retrouvait obligé d'emboîter le pas, même si cela n'était pas de gaieté de coeur et d'exécuter l'essentiel des volontés américaines en ravalant ses réticences et en passant sous les fourches caudines de l'attitude belliciste envers l'Irak.

C'est pour cela que Mitterrand n'a cessé de répéter depuis que "nous sommes dans une logique de guerre", que "le retrait des troupes irakiennes du Koweït n'est pas négociable" et qu'il a adopté un nouveau ton dur et intransigeant avec l'Irak, donnant également d'autres gages tangibles de sa "bonne volonté". Ainsi l'expédition de son armée en Arabie Saoudite (jusque là cantonnée à 1000 km du théâtre des opérations) renforcée du nec plus ultra du matériel militaire "made in France" (missiles, chars AMX...) et des troupes d'élite les plus opérationnelles (les "forces d'action rapide") (1).

Et si la France essaie aujourd'hui de jouer encore les matamores, de "rouler les mécaniques" en tentant de démontrer qu'elle a son mot à dire "en propre", c'est autour de tentatives minables et sans consistance vouées à l'échec, comme celle de proposer "une harmonisation des missions de force des Etats membre et de mise en commun de leurs moyens logistiques sur le terrain" qui ne peut que laisser indifférents ses principaux partenaires européens ou celle de demander une "autonomie" dans le commandement militaire des opérations qui n'a aucune chance d'aboutir.

De telles velléités ne peuvent s'exprimer que parce qu'elles ne portent pas à conséquence dans la situation et que parce que la France exécute désormais pleinement son contrat. Elles prendraient un sens tout différent si les Etats-Unis ne parvenaient pas à l'avenir à imposer leur fameuse "loi du droit" par la force. Car l'unité actuelle et forcée que les USA font respecter aujourd'hui masque bien des tiraillements et des tensions au sein de l'ex-bloc occidental qui prouvent que les tendances au "chacun pour soi" ne guettent que l'occasion pour pouvoir s'exprimer au grand jour.

YD

(1) La violation de la résidence de l'ambassade de France à Koweït-City n'a été que le prétexte de ce renforcement, comme l'a révélé la presse notamment le "Canard Enchaîné". Cet envoi de troupes et de matériels supplémentaires avait été prévu et décidé huit jours auparavant.

LE CAPITALISME NE PEUT MENER QU'AU MASSACRE

(SUITE DE LA P. 1)

listes, la seule perspective qui s'ouvre devant nous ne peut être que le déchaînement de massacres à grande échelle, d'une barbarie comme jamais le capitalisme n'en a entraînée depuis la seconde guerre mondiale et qui contient aujourd'hui la menace d'une destruction totale de l'humanité. La dimension effroyable d'une telle barbarie nous est d'ailleurs donnée par le spectacle quotidien de cette accumulation ahurissante d'engins de mort dont toute la bourgeoisie et ses médias aux ordres nous vantent froidement et sans la moindre pudeur la formidable... efficacité ! Un tel degré de cynisme et d'infamie ne fait qu'exprimer le degré de pourriture du mode de production capitaliste et de sa classe dominante elle-même.

SEUL LE PROLETARIAT MONDIAL PEUT ET DOIT SAUVER L'HUMANITE DE L'APOCALYPSE

Dans ce monde capitaliste en pleine putréfaction, il n'existe qu'une seule force capable d'empêcher la bourgeoisie d'engloutir toute l'espèce humaine dans sa folie suicidaire : le prolétariat mondial. Seule la classe antagonique au capitalisme peut réellement combattre le mode de vie de ce système décadent, la guerre. Elle seule peut renverser le capitalisme et instaurer une autre société basée non sur le profit et la concurrence marchande mais sur la satisfaction des besoins de toute l'humanité.

Le développement de la barbarie capitaliste dans le Golfe constitue donc un appel au prolétariat des pays centraux du capitalisme. Devant l'extrême gravité de la situation historique présente et les enjeux vitaux qu'elle contient pour le devenir de l'espèce humaine, la classe ouvrière mondiale, notamment ses bataillons les plus expérimentés d'Europe occidentale, doit prendre conscience de l'immense responsabilité qui repose sur ses épaules.

Plus que jamais, face à l'orgie sanguinaire du capitalisme, face à l'union sacrée de tous ces massacreurs, la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme n'a qu'une seule réponse à opposer : **affirmer sa propre solidarité de classe avec le prolétariat irakien**, en adoptant une attitude internationaliste intransigeante. Elle doit refuser de hurler avec les loups,

refuser de resserrer les rangs derrière tous ces va-t'en guerre qui s'apprennent à mettre la planète à feu et à sang, à semer la mort, aujourd'hui dans le Golfe, demain ailleurs. Elle doit **refuser de soutenir un camp impérialiste contre un autre**, refuser de prendre parti dans une guerre fratricide où les masses exploitées des nations belligérantes vont s'entrégorger pour le seul compte de la bourgeoisie. Elle doit vomir l'ignoble propagande médiatique qui vise à lui faire accepter le massacre des populations civiles au Moyen-Orient et de tous ces ouvriers en uniforme, embrigadés, contraints, le fusil dans le dos, à marcher au pas sous le drapeau de l'impérialisme irakien. Seule cette attitude responsable de la classe ouvrière des nations les plus industrialisées pourra permettre au prolétariat international de retourner demain les armes contre ses propres exploiters dans tous les pays pour renverser le capitalisme.

Le déchaînement de la barbarie guerrière dans le Golfe doit renforcer aujourd'hui la détermination du prolétariat à développer son combat contre la logique implacable du capitalisme en crise. Car c'est bien cette logique infernale qui est responsable des massacres, de l'exploitation, de la misère, des famines...

Ce combat, le prolétariat doit le mener pour la défense de ses intérêts de classe contre la dégradation inexorable de toutes ses conditions d'existence. Mais il ne peut en rester à la simple défense de ses intérêts économiques immédiats. Pour être à la hauteur de ses responsabilités, il doit comprendre que ses luttes de résistance aux attaques capitalistes ne sont qu'un moment, font partie intégrante de l'affrontement général contre le capitalisme en vue de son renversement.

Le prolétariat ne pourra se sauver lui-même qu'en sauvant toute l'humanité de l'apocalypse. Et pour y parvenir, il n'a pas d'autre choix que de développer sa conscience, son unité et sa solidarité de classe en prenant dès aujourd'hui toute la mesure de l'horreur que nous promet à coup sûr ce système pourrissant.

Avril
(22/9/90)

REFUGIES DU DESERT LES PREMIERES VICTIMES DE LA GUERRE

La guerre du Golfe n'est pas déclenchée que, déjà, elle nous livre son lot de misère et de barbarie.

Alors que la bourgeoisie se prépare à mettre à feu et à sang cette région du monde, alors qu'elle fourbit les armes les plus sophistiquées et les plus efficaces pour semer la mort, alors qu'elle amasse des troupes de plus en plus nombreuses dans l'intention évidente d'en faire des montagnes de chair à canon, des centaines de milliers de prolétaires (la bourgeoisie elle-même est incapable de les dénombrer) sans ressources et sans nourriture, errent en ce moment même dans le désert dans l'espoir d'échapper à la mort.

Tous les jours, un flot continu et sans cesse grossissant de Bengladais, Pakistanaï, Indiens, Egyptiens et autres fuit vers la Jordanie et la Turquie (l'Arabie Saoudite leur a claqué violemment la porte au nez). Ces milliers d'êtres humains démunis et apeurés ont entamé, depuis le début du mois d'août, un exode à travers des centaines de kilomètres de désert, pour la plupart d'entre eux à pied ou au mieux sur des moyens de transport de fortune. Leur première étape, en attendant un retour hypothétique dans leur propre pays, ce sont ces espaces désolés dans lesquels on les parque et qu'on ne peut même pas oser appeler des "camps", comme ceux qui se trouvent aujourd'hui aux portes d'Amman. C'est là en effet qu'ils se retrouvent entassés, affamés, matraqués par la police jordanienne ou turque ; c'est là et dans ces conditions inhumaines qu'ils attendent un avion ou un bateau qui pourra emporter, de temps en temps, quelques poignées d'entre eux.

La situation qui leur est faite est telle qu'on ne peut dénombrer les malades et sûrement les morts de faim, de chaleur ou d'épuisement, sans oublier les disparus (le gouvernement du Bangladesh vient de reconnaître officiellement la disparition de 1500 de ses ressortissants, ce qui doit être loin de la réalité).

Que ces masses humaines souffrent ou meurent, la bourgeoisie s'en lave les mains.

Déjà le mépris des Etats immédiatement intéressés parce que ce sont leurs ressortissants est évident : ni soutien financier ou alimentaire, ni réellement de moyens pour les rapatrier. Ces Etats bourgeois n'ont que faire de toute cette masse qui ne peut que grossir les populations misérables déjà énormes dans leurs propres pays. Ces travailleurs immigrés, errant aujourd'hui dans le désert, sont ceux-là même qui, comme leurs frères de classe partout dans le monde et en Europe en particulier, ont fui la misère qu'ils connaissaient dans leur pays d'origine, ont connu les circuits d'immigration sordides organisés par leur propre bourgeoisie, avant de subir la même surexploitation dans les pays dits d'accueil (10 à 12 heures de travail journalier, 7 jours sur 7, au Koweït par exemple) et qui subvenaient par leur misérable salaire aux besoins de familles nombreuses restées au pays (la plupart d'entre eux envoyait jusqu'à 3/5 de leur salaire). Aujourd'hui qu'ils ont tout perdu, qu'ils n'ont aucune utilité du point de vue du capital, personne n'en veut. Ils peuvent crever !

Quant à la bourgeoisie des pays dits riches -c'est-à-dire tous ces grands capitalistes, "grands démocrates", qui ne cessent de nous parler d'"aide aux pays pauvres", qui orchestrent sans arrêt des grandes campagnes "contre la misère et la faim", qui poussent cette abjecte comédie, comme le gouvernement socialiste français, jusqu'à se doter d'un "ministère chargé de l'action humanitaire", elle révèle, aujourd'hui plus que jamais, son hypocrisie et son cynisme.

En ce moment même, elle prépare la guerre et engloutit dans ce but des milliards de dollars (quand le conflit éclatera, ces sommes seront à l'évidence sur-multipliées) ; peu importe pour elle si des centaines de milliers de réfugiés en souffrent et se retrouvent dans le plus profond dénuement. Elle met en branle tous les moyens de transport possibles et imaginables, avions, bateaux de toutes sortes (jusqu'aux ferry-boats) pour acheminer des millions de tonnes d'armes et des troupes de plus en plus massives dans le Golfe, par contre rien n'est fait de ce point de vue, hormis quelques "gestes symboliques", pour extraire ces masses de l'horreur qu'elles connaissent.

Mais ces "grands démocrates" révèlent encore plus leur vraie nature répugnante quand leur "générosité" s'exprime. L'exemple des dons alimentaires récemment accordés par la CEE, sous l'égide de l'ONU, est plus que significatif : 650.000 boîtes de corned-beef avarié ("impropres à la consommation humaine" comme l'a discrètement reconnu le ministre jordanien de la santé). Le plus invraisemblable c'est que ces "dons" étaient initialement destinés aux palestiniens avant d'être transférés en urgence aux "réfugiés du désert". Ce cynisme de la bourgeoisie ne doit plus nous surprendre : souvenons-nous des tonnes d'oeufs infestés à la salmonelle envoyées par le gouvernement britannique aux victimes du tremblement de terre en Arménie durant l'hiver 88.

La bourgeoisie n'a que faire de ces centaines de milliers d'otages de la guerre, comme elle n'a que faire des milliards d'affamés de par le monde. Si elle nous rebat les oreilles avec les "otages occidentaux", ce n'est pas parce que ceux-ci la préoccupent plus que les autres (elle les sacrifiera sans hésiter quand seront déclenchées les hostilités, au nom de ses misérables intérêts capitalistes), mais parce qu'elle peut s'en servir pour justifier et faire accepter la guerre, les destructions et les massacres à venir.

Que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, premiers véritables otages de la guerre du Golfe, souffrent et meurent aujourd'hui dans le désert, cela ne la dérange en aucune manière, d'autant qu'il n'est pas question pour elle de les prendre en charge et qu'en plus ils ne lui servent à rien.

Cette sinistre classe et son système pourrissant réservent d'ailleurs le même sort et plus souvent pire, à des masses d'êtres humains de plus en plus importantes de par le monde. Livré à lui-même, le capitalisme ne peut mener l'humanité qu'à sa disparition. L'en empêcher, c'est le détruire, et cela seule la classe ouvrière en est capable.

JE

LES COÛTS DE L'UNIFICATION ALLEMANDE

UN COUP DUR POUR LES OUVRIERS

C'en est fini des quelques illusions qui pouvaient encore subsister sur la "prospérité pour tous" qu'était supposée apporter, il y a peu, l'absorption de la RDA dans le giron de la RFA. Le miracle économique n'a pas eu lieu. Au contraire, c'est la plus brutale et la plus rapide convulsion économique et sociale que l'Europe ait jamais connue en temps de "paix". Et cette convulsion n'est pas seulement une catastrophe dévastatrice pour la RDA, elle signifie le chaos aux portes de l'Europe la plus industrialisée, une tendance irréversible qui, en touchant de plein fouet la RFA, va encore accélérer la crise mondiale, la décomposition du système capitaliste tout entier, le développement de la misère et le déchaînement du militarisme, jusqu'au coeur du capitalisme le plus développé.

■ A peine six semaines après la signature de l'"union monétaire", un million de chômeurs se retrouvaient sur le pavé en Allemagne de l'Est. Six semaines plus tard, en septembre 1990, c'est à deux millions (chiffre reconnu officiellement) qu'est estimé le nombre de personnes sans travail ou subsistant par des emplois à "temps partiel" avec des revenus réduits à la portion congrue. A ce niveau, c'est comme si tout d'un coup en France, sept à huit millions de licenciés supplémentaires se présentaient à l'ANPE (bureaux de chômage) ! Et ce chiffre va doubler dans les semaines qui viennent, laissant sur le carreau plus de la moitié de la "population active" ! Rien ne peut enrayer cette plongée.

Les ressources financières pour le chômage, la santé et le "social" ne sont déjà plus garanties. Les caisses de l'Etat, des régions et des municipalités, sont vides. Les trois-quarts des entreprises se déclarent en faillite : "2000 n'ont aucune chance de survie ; et le paiement de la facture salariale pour 4 millions d'ouvriers n'est effectué que grâce aux généreux suppléments de Bonn" (1). Avant même que de rapporter quoi que ce soit, l'organisme chargé de la "privatisation" de pans entiers du patrimoine de l'Etat est-allemand ("1,8 millions d'hectares de terres appartenant à l'Etat, 8 000 compagnies anciennement d'Etat, des fermes, des stades de football, et la plus grande partie de la propriété appartenant à l'armée, aux partis politiques et aux syndicats de l'ancien régime"- id.) a déjà quelques 130 milliards de Deutschmarks de dette qui ne seront jamais remboursés. Il est déjà "la plus grande entreprise en faillite du monde occidental." (id.)

Il y a un an, l'Etat-patron stalinien est-allemand mettait la clé sous la porte, déposant le bilan de l'entreprise-Etat en faillite. A la manière du capitalisme le plus classique, non dans la forme juridique de la propriété privée, mais dans la forme de la propriété d'Etat, cette banqueroute a vu en fait l'ancien appareil politique détenteur du capital passer la

main au "reprenneur" ouest-allemand. Cette faillite, ignominieusement présentée comme la "faillite du communisme", n'était que le signe de la brutalité de la crise économique mondiale actuelle du capitalisme, de l'aberration de la forme stalinienne du capitalisme d'Etat dans les circonstances de cette crise. Elle démontrait une fois de plus que, malgré la couverture idéologique "socialiste" et "communiste" dont la classe dominante dans les pays de l'Est usait pour asseoir sa domination bourgeoise, la réalité de ce "socialisme" était bien celle du système capitaliste : exploitation des travailleurs, militarisme, corruption, gaspillage, gabegie, misère et répression ; maux de nature typiquement capitaliste, totalement étrangers à "l'émancipation des travailleurs" caractéristique de la véritable perspective du communisme.

Mais si l'Etat capitaliste stalinien a fait faillite, les candidats à la "reprise", très fiers un premier temps de la "victoire" de leur régime de capitalisme "libéral", ont rapidement fait grise mine. La source de profits attendus est en réalité un puits sans fond de dettes pour une remise en état hypothétique d'un appareil productif absolument non compétitif et obsolète. Des terrains irrémédiablement pollués, des matériels inutilisables, un véritable pourrissement sur pied de toute l'infrastructure des transports et communications, et également une masse de travailleurs non qualifiés pour les normes de la compétition industrielle et commerciale actuelle, tel est le tableau qui s'offre aux nouveaux patrons.

Les hommes d'affaires japonais, très prompts à se précipiter en RDA après l'ouverture du mur de Berlin il y a un an, ont depuis longtemps fait leurs valises, eux qu'on ne peut pourtant pas soupçonner d'être timorés face au "risque" capitaliste. Les USA avaient, dès avant les signes de récession ouverte, fait comprendre qu'ils déboursaient le moins possible pour l'Europe de l'Est, sauf un minimum nécessaire à la défense de leurs propres intérêts politico-militaro-diplomatiques. Aujourd'hui, avec la récession ouverte, avec l'ampleur de leur engagement militaire direct au Moyen-Orient, c'est encore plus volontiers qu'ils laissent à leur principal rival européen que constitue l'Allemagne sur le terrain économique, la charge de financer son "unification". La bourgeoisie américaine a une justification nouvelle non seulement pour ne pas aider financièrement le "partenaire" allemand, mais en plus pour lui réclamer fermement de participer au financement de ses propres dépenses...

Plus significatif encore de l'impasse totale d'une quelconque solution capitaliste, en Allemagne même, les entreprises ouest-allemandes n'ont pas encore avancé le centième de la somme nécessaire pour réactiver un tant soit peu l'économie est-allemande, et rechignent à se plier aux appels du gouvernement à reconstruire le territoire nouvellement acquis.

La bourgeoisie allemande a été amenée à assumer l'"unification", non parce que c'est l'idéologie sur laquelle elle a bâti son discours depuis quarante ans, mais surtout pour tenter de faire face aux conséquences de l'implosion du bloc de l'Est, en particulier à l'exode massif de populations précipité par la perte de contrôle de la situation par le SED (Parti communiste est-allemand), elle-même résultant de la perte de contrôle de l'URSS sur ses satellites. La bourgeoisie ouest-allemande ne pouvait pas faire autrement. Mais ce faisant, elle se retrouve face au même problème, posé à un niveau encore plus alarmant. Non seulement le flux de réfugiés s'est à peine ralenti, mais de plus, le capitalisme allemand voit fondre en quelques mois dans cette affaire les milliards de Deutschmarks soigneusement engrangés tout au long des années 1980, et ne peut que constater l'évidence : "la RDA constitue, sur le plan économique, un cadeau empoisonné pour la RFA" (2).

En se réalisant, le rêve de la grande Allemagne, puissance dominante de l'Europe, rêve pour lequel l'Allemagne engagea les hostilités de la deuxième guerre mondiale, tourne au cauchemar pour la bourgeoisie allemande. Avec la phase finale de la "réunification", l'Allemagne, une des principales puissances de l'économie mondiale, n'entre pas dans une nouvelle ère de domination prospère, mais entre de plain-pied dans la décomposition.

Pour le prolétariat, l'addition est lourde. Le chômage massif, la misère des salaires et des conditions de vie en Allemagne de l'Est, vont peser très lourdement et la situation ne va aller qu'en empirant. Et non seulement les travailleurs est-allemands ne bénéficieront jamais du niveau de vie ouest-allemand, mais de plus, ce sont les ouvriers d'Allemagne de l'Ouest qui vont à leur tour subir des attaques sans précédent de leur niveau de vie. Et si le nivellement des conditions de vie peut être, en général, un facteur d'unité du prolétariat, parce qu'il aide les travailleurs à prendre conscience de leurs intérêts comme classe, il est, dans l'immédiat, un facteur de division de la classe ouvrière.

De la capacité du prolétariat en Allemagne de résister aux attaques, de prendre conscience de l'enjeu de cette résistance, de ne pas se laisser emporter dans la tourmente du chaos qui se développe, dépendra pour une bonne part la capacité du prolétariat mondial d'enrayer la barbarie capitaliste.

WM

(1) Financial Times, 26/9/90.

(2) Revue Internationale n° 61, "Après l'effondrement du bloc de l'Est, déstabilisation et chaos", 2e trimestre 1990.

URSS : ENCORE PLUS DE MISERE ET DE FAMINE

■ Catastrophe est un mot trop faible pour qualifier la situation qui prévaut, aujourd'hui, en URSS.

La classe ouvrière, qui en a vu d'autres dans ce pays depuis plus de 60 ans, qui connaissait déjà "en temps normal" les pénuries de toutes sortes, voit ses conditions d'existence plonger dans les abîmes de la misère. La situation que lui fait subir la bourgeoisie est digne de celle qu'elle lui a déjà fait connaître durant les périodes de guerre.

Aujourd'hui, c'est au niveau du minimum vital qu'elle l'attaque, au niveau des denrées de première nécessité.

Partout dans le pays c'est le régime du rationnement pour le beurre, le lait, la viande (quand on sait les très faibles quantités dont disposaient les ouvriers soviétiques durant les "périodes fastes", on peut imaginer ce que veut dire "rationnement" aujourd'hui).

Les fruits et les légumes sont introuvables et il y a des pénuries dramatiques de sucre, de sel, d'allumettes, de pain, de tabac, etc...

Tout le monde a en mémoire les images des moscovites faisant la queue devant des boulangeries désespérément vides au début du mois de septembre. Toujours à Moscou, quelques jours plus tard, c'est la viande qui était pratiquement totalement absente : sur les 1274 boucheries de la capitale, 730 étaient fermées, les autres ne disposant pour l'essentiel que de saucissons de très mauvaise qualité. Il est de notoriété publique que Moscou est relativement privilégié au niveau du ravitaillement, aussi il est aisé d'imaginer la situation qui est faite au reste de la population.

Voilà pourquoi, tous les jours, des scènes de colère, de désespoir et d'émeutes ont lieu un peu partout dans le pays, comme on a pu le voir quand le tabac est venu à manquer ou comme dans le métro de Moscou lorsque les pièces de 5 kopecks, généralement utilisées, ont disparu, l'Etat soviétique étant incapable d'en fournir.

Reflétant l'impissance de la bourgeoisie soviétique, le quotidien Komsomolskaya Pravda pouvait ainsi titrer, désabusé : "Le rêve de Marx réalisé : on supprime l'argent". Il est vrai que dans le même temps, le pays connaissait une pénurie de billets tout simplement parce qu'il y avait une pénurie d'encre d'imprimerie.

A l'incapacité de l'Etat au niveau central de répondre à l'aggravation de la situation fait écho celle de ses appendices au niveau local : "Pas un seul soviétique local n'est capable d'organiser la récolte des pommes de terre". C'est la Literaturnaya Gazeta, autre organe de presse soviétique, qui le reconnaît.

L'Etat dramatique de la situation économique n'a pas seulement des implications au niveau de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière en URSS dont les exemples sont innombrables et qu'il est impossible d'évoquer tous ici, il a aussi des conséquences terribles pour la classe ouvrière des "pays frères". Ainsi par exemple, les ouvriers de Pologne vont connaître un hiver encore plus rude que prévu, tout simplement parce que l'URSS va baisser ses livraisons de gaz -nécessaire au chauffage- de 8 à 5 milliards de m3 et diminuer celles de pétrole de 34%.

La bourgeoisie soviétique pendant ce temps, tente désespérément, selon l'un de ses dirigeants, de "trouver au plus vite la sortie pour quitter la maison de fous" dans laquelle tout le pays est enfermé.

Voilà pourquoi, depuis plusieurs mois, elle se donne en spectacle et connaît des débats très rudes en son sein, sur la politique dite de "réformes". A ceux qui prônent le "choc thérapeutique", c'est-à-dire les "libéraux" derrière Eltsine, s'opposent les "dirigistes" derrière l'actuel chef du gouvernement Rijkov.

Sur le fond, ils sont tous d'accord pour une politique menant à l'économie de marché qui, de toutes façons, bien qu'elle paraisse indispensable et surtout inévitable aujourd'hui, n'a aucune chance de sortir le pays du marasme étant donné l'état de délabrement insondable dans lequel se trouve l'économie soviétique et surtout étant donné la récession dans laquelle plonge le capitalisme mondial. Ce qui les préoccupe et qui sous-tend leurs divergences c'est : comment faire payer la classe ouvrière ?

Car les ouvriers vont payer que ce soit du fait de la "bande à Rijkov" qui préconise des hausses de prix très lourdes avec un certain "contrôle de l'Etat" ou du fait de la "bande à Eltsine" dont le "choc thérapeutique", avec ses mesures de "dé-monopolisation" et de "privatisation" immédiates, implique une spirale inflationniste irrésistible.

Quant au chômage, qui a déjà commencé à faire des ravages avec les premières mesures, pourtant timides, de la politique qu'a menée jusqu'à maintenant Gorbatchev, c'est vers son explosion rapide que l'on va. La politique de libéralisation accélérée qui semble prévaloir de plus en plus aujourd'hui à la tête de l'Etat va, selon les propres chiffres de la bourgeoisie, entraîner une augmentation du nombre des chômeurs qui passera de 2 à 40 millions.

Aujourd'hui, la bourgeoisie soviétique est en train de tenter d'éliminer à marche forcée, une forme particulièrement peu performante du capitalisme d'Etat, forme qui ne résultait pas d'un développement classique, organique du capital dans ce pays, mais de la situation découlant de l'échec de la révolution prolétarienne. La bureaucratie d'Etat s'était complètement substituée à la bourgeoisie classique qui avait été totalement éliminée lors de la révolution de 17.

Mais face à la crise, cette bureaucratie s'est révélée totalement incapable de gérer de façon compétitive le capital national. Et compte-tenu du délabrement de l'économie en URSS et de la gravité de la crise mondiale, sa tentative actuelle ne peut être que vouée à l'échec.

C'est donc vers la tiers-mondisation que plonge l'URSS et son économie, entraînant encore plus profondément dans la misère des masses énormes d'ouvriers.

Souvenons-nous, il y a un an à peine, suite à l'effondrement du bloc de l'Est et du stalinisme, la bourgeoisie mondiale menait, en Occident notamment, une campagne idéologique tonitruante et mensongère sur la "victoire du capitalisme".

Le capitalisme -ou plutôt le capitalisme d'Etat à l'occidentale qu'on prétend nous servir comme modèle-, est en train de se mettre en place, aujourd'hui, en URSS et les ouvriers le paient très cher.

Aux ouvriers du monde entier, d'Europe en particulier, de tirer profit de cette nouvelle expérience que vivent leurs frères de classe en URSS pour renforcer leur conscience et leur combat contre ce système de misère et de barbarie qui domine toute la planète.

JE

USA

DES SACRIFICES AU PROFIT DU CAPITAL

■ Le 17 septembre, les syndicats américains du "New-York Post", signaient un accord avec la direction diminuant de 20% les salaires des 960 employés du journal en ramenant la semaine de travail à 4 jours, et leur faisaient avaler la pilule sous le prétexte de "sauver l'entreprise" pour "assurer la sécurité de leur emploi". La direction se permettait même d'exhiber cette victoire contre les ouvriers et soutenait bien haut le mensonge syndical en titrant à la Une : "Oui ! Le syndicat sauve le Post".

Ce sacrifice qu'ont imposé les syndicats pour une illusoire sécurité de l'emploi est déjà en soi une mise au chômage partiel déguisée et ne va pas sauver les ouvriers de l'austérité grandissante. Cet argument de la bourgeoisie jouant sur la peur du chômage et de la misère qui frappent l'ensemble de la classe ouvrière qui consiste à demander aux ouvriers de se serrer la ceinture pour "sauver l'économie" et donc leurs moyens d'existence est un mensonge et un leurre qui ne vise qu'à faire passer des attaques de plus en plus brutales.

Rappelons 1982, où dans les usines Ford, l'UAW (United Automobile Workers) faisait passer la suppression de deux semaines de congés payés et le blocage de salaires, chez Chrysler encore, les syndicats faisaient accepter aux ouvriers des baisses de salaires de près de 10% et des dizaines de milliers de licenciements ; la même année dans l'industrie du caoutchouc, les abattoirs, le livre et l'imprimerie justement, les syndicats imposaient des réductions de salaires de 10%, comme chez les camionneurs où les diminutions allaient jusqu'à 20%, ou encore le syndicat des métallos de l'Ohio qui négociait un gel des salaires pour 11 ans ! Tout cela, bien sûr, sous-tendu par le leitmotiv asséné à tout moment de "sauver l'entreprise et sauver l'emploi".

Un an plus tard, les attaques redoublaient et c'est dans les mêmes secteurs que de multiples grèves venaient démentir ce mensonge infect par lequel la bourgeoisie, grâce à ses syndicats, cherche à imposer à la classe ouvrière, les frais de sa crise économique.

Il n'y a pas de sécurité de l'emploi, pas plus qu'il n'existe une quelconque sécurité dans ce système moribond qui jette des millions d'ouvriers à la rue.

La bourgeoisie elle-même, ne se raconte pas d'histoires. Ainsi le patron du "New-York Post" reconnaît que ce sacrifice des ouvriers ne suffira "probablement" pas. Mais par contre, avec la concurrence féroce qui sévit entre les différents quotidiens de New-York, ceux-ci ont clairement l'intention de se servir de ce précédent afin d'exiger les mêmes sacrifices de leurs employés.

Les ouvriers ne doivent pas se faire d'illusion sur une sortie possible de la crise économique. Le capitalisme s'enfoncé inexorablement dans un marasme économique que les ouvriers subissent de plein fouet, avec une brutalité jamais vue, et qui ne peut que s'aggraver toujours plus.

PPR

AVEC LES SYNDICATS, LE COMBAT DE CLASSE EST IMPUISSANT

■ Dans une touchante "unité", "jamais vue depuis les années 70" (selon l'Humanité du 25/9), tous les syndicats montent aujourd'hui au créneau pour dénoncer l'austérité rocardienne, annoncent journée d'action sur journée d'action, qui dans les Finances, qui à la Sécurité Sociale ou encore dans toute la Fonction Publique et viennent nous dire, comme la CGT à la Sécu, que "plus que jamais l'heure est à l'action". En arrière-fond de cette mobilisation syndicale à grand bruit, le même thème repris par tous : "les travailleurs n'ont pas à payer le prix de la crise du Golfe" (discours de Blondel dans la manifestation de rentrée de FO), ou encore : "la question principale du moment posée au monde du travail est aujourd'hui l'austérité renforcée que le gouvernement veut faire passer à la faveur de la crise du Golfe ; cet alibi est un mensonge et une escroquerie" (Krasucki à St Nazaire).

Certes, la classe ouvrière n'a pas à payer quoi que ce soit. Pas plus le prix de la crise économique catastrophique du capitalisme que celui de la barbarie guerrière qui n'est que la conséquence de cette crise. Certes encore, ce discours des syndicats contient une autre vérité, lorsqu'ils dénoncent l'exploitation qui est faite des événements du Golfe par le gouvernement, pour justifier la nouvelle vague d'austérité et les licenciements massifs qui s'annoncent en présentant le "satanique Saddam Hussein" comme le responsable de tous ces maux.

Mais ne nous faisons pas d'illusion. Ce discours radical des syndicats et l'agitation qu'ils sont en train de mener sur le terrain ne sont certainement pas là pour armer la classe ouvrière et lui permettre de développer une réponse de classe à la hauteur de la gravité de la situation. Bien au contraire !

LES SYNDICATS CHERCHENT A ENDORMIR LA CLASSE OUVRIÈRE...

En premier lieu, avec leur slogan : "la question principale est aujourd'hui l'austérité renforcée !", à l'heure où s'accumulent des tonnes d'armes dans la région du Golfe et où des milliers de soldats sont mobilisés pour être transformés d'un jour à l'autre en chair à canon, ce que disent les syndicats, en fait, c'est : "Oubliez la guerre, ce n'est pas votre problème, ne regardez que votre fiche de paye !". L'objectif qu'ils recherchent n'est autre que d'éloigner de la conscience ouvrière la question gravissime de la guerre. Non seulement ils s'efforcent de détourner les préoccupations ouvrières du massacre qui se prépare, mais ils cherchent à empêcher les ouvriers de faire le lien entre la crise et la guerre, de comprendre que c'est la même crise catastrophique du capitalisme qui produit la barbarie guerrière comme elle produit des conditions d'existence de plus en plus misérables pour ceux qu'elle exploite, et qui au bout du compte menace d'entraîner l'humanité vers sa propre disparition.

Non, la classe ouvrière ne peut pas se permettre de rester indifférente au bain de sang qui se prépare au Moyen-Orient.

Devant de tels événements, sa responsabilité première, c'est bien de prendre conscience de la gravité de la situation, de mesurer qu'immédiatement, ce sont des milliers de ses frères de classe qui sont sur le point de se faire massacrer et qu'à plus long terme, c'est la survie même de l'humanité qui est en jeu.

Si la classe ouvrière se laisse endormir, si elle se refuse à regarder en face cette réalité, elle ne peut que se retrouver désarmée face aux nouveaux coups que la bourgeoisie est en train de lui assener et c'est tout son combat de classe qui risque d'être complètement réduit à l'impuissance.

...ET A STÉRILISER TOUTE MOBILISATION DE CLASSE

C'est sur une telle faiblesse des ouvriers que compte la bourgeoisie. D'ores et déjà, le déboussolement qui traverse les rangs de la classe ouvrière à la faveur des bruits de botte au Moyen-Orient, le sentiment d'impuissance qu'elle ne peut que ressentir dans un premier temps face à une situation qui la dépasse est une réalité que la bourgeoisie essaie d'exploiter et d'approfondir encore à travers l'agitation actuelle des syndicats. Car non contents de chercher à saboter toute réflexion au sein de la classe ouvrière en entretenant la confusion sur les événements du Golfe, les syndicats s'évertuent aussi à stériliser ce qui constitue le seul terrain sur lequel la classe ouvrière puisse se mobiliser pour apporter une réponse à cette situation dramatique : le terrain de ses luttes de résistance économique aux attaques capitalistes.

Les "luttes" lancées par les syndicats à la Sécurité Sociale en sont un exemple écoeurant. Après avoir entretenu pendant des semaines une grève longue et parfaitement isolée dans les caisses de l'Essonne (à la suite de celle tout aussi longue et isolée de la Seine-St-Denis), les syndicats qui, jusqu'à présent se gardaient bien de laisser filtrer la moindre information sur cette grève dans les autres centres de la Sécu de la région parisienne, attendent le moment où les grévistes de l'Essonne sont bien épuisés, au bout du rouleau et démoralisés, pour lancer des mots d'ordre d'action dans les caisses de Paris. Et quels mots d'ordre ! C'est une véritable entreprise de division et de démoralisation : lancement d'un mot d'ordre de grève de tous les centres parisiens pour le 25/9 afin soi-disant de tenir une AG pour décider des moyens d'action. A la dernière minute, la CGT annule l'appel à la grève, et invite, avec les autres syndicats, les employés des centres de paiement à "d'autres modalités d'action". En l'occurrence, à Paris comme dans plusieurs endroits en province, il s'agissait de lancer des "grèves de qualité", espèce de grève du zèle sur le tas, où ceux qui se laissent embarquer derrière les syndicats se retrouvent dans une action totalement impuissante, garantissant leur isolement par rapport aux employés des autres services de la Sécu, tan-

dis que ceux qui refusent de marcher dans cette mascarade sont dénoncés comme des "jaunes" et qu'on cherche ainsi à dresser les travailleurs les uns contre les autres. Toute cette agitation qui "pousse à la lutte", alors que personne ne se reconnaît réellement dans cette grève où règne la confusion la plus totale, ne fait que renforcer un peu plus le sentiment d'impuissance. Le 27, jour de la "grève nationale de la Sécu" appelée par tous les syndicats, l'ambiance générale est à l'absence totale de perspective et à la division. Ceux qui sont venus quand même, déjà écoeurés après 4 jours de "grève de qualité", s'entendent proposer... de continuer comme cela, en attendant la prochaine manifestation. Pour ajouter encore à l'ambiance de division la plus inimaginable, une manifestation des employés techniques et administratifs des hôpitaux, en grève depuis le mois de juin eux aussi dans l'isolement le plus total, qui était convoquée à la même heure et au même endroit que celle de la Sécurité Sociale (devant le ministère de la Santé à Paris), s'entend dire qu'elle doit dégager le terrain et est invitée à partir seule devant, avant même que les manifestants "Sécu" aient fini d'arriver. On attendra patiemment la dissolution de la manif des hôpitaux au point d'arrivée (Matignon) pour faire démarrer celle de la Sécu qui va suivre à quelques minutes d'intervalle le même chemin que la première ! C'est qu'il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes ! Et surtout s'efforcer de mettre dans le crâne de ceux qui veulent se battre, qu'il s'agit de le faire chacun dans son coin, sur son problème et ses revendications spécifiques. Il y en avait bien quelques uns pour se poser des questions et se demander pourquoi les syndicats offraient un tel spectacle de saucissonnage de la combativité ouvrière, mais globalement l'ambiance n'était guère à la remise en cause de cet esprit corporatiste le plus boutiquier et le plus mesquin.

Hélas, les employés de la Sécurité Sociale sont en train de servir de boucs émissaires à une démonstration de force syndicale, largement relayée par les médias qui ont derechef gonflé le chiffre des grévistes et manifestants du 27, qui ne vise rien d'autre que de faire à la classe ouvrière la démonstration de sa propre impuissance, qu'à lui renvoyer une image d'elle-même qui ne peut que la démoraliser un peu plus.

Face à la gravité de la situation actuelle, la classe ouvrière se trouve devant une responsabilité énorme. Seule sa détermination à mener ses combats de classe contre ce système semeur de mort, en développant sa conscience et son unité comme classe, peut apporter une réponse aux menaces qui pèsent sur l'humanité. Cette responsabilité, elle doit et elle peut l'assumer. Pour cela, il lui faut refuser de se laisser piéger par ceux qui veulent la réduire à l'impuissance en s'efforçant de détruire sa confiance dans ses propres forces. Il n'y a pas d'autre chemin possible.

PE

Crise du système scolaire UN SYMPTÔME D'UN MONDE SANS AVENIR

■ Avec la nouvelle rentrée scolaire, le discours est reparti ! Accueil de tous les enfants, combat contre l'échec scolaire, 80% d'une classe d'âge au baccalauréat, aménagements des rythmes scolaires, valorisation de la profession enseignante : nos ministres et consorts ont la bouche pleine d'"objectifs ambitieux", garants de "l'épanouissement de nos enfants et donc du monde de demain". Mensonges !

L'hypocrisie de tels discours, que la réalité la plus crue du monde éducatif vient démentir et démythifier, apparaît rapidement avec évidence :

- accueil de tous les enfants ? Derrière cette affirmation, c'est une réalité de misère qui prévaut : le plus souvent des classes surchargées de 30, 40, sinon parfois 50 élèves, un accueil de plus en plus difficile des plus jeunes en école maternelle, une course à l'inscription en facultés où les places sont très chères, des locaux insuffisants quand ils ne sont pas insalubres, sinon parfois dangereux pour des secteurs entiers de la population scolaire ;

- combat contre l'échec scolaire ? Toute la situation actuelle prouve l'inverse et concourt à une sélection la plus impitoyable dès le plus jeune âge. Derrière les discours sur les "efforts entrepris", c'est la réalité de suppressions de postes, la suppression de tel ou tel type d'enseignement faute de place, d'enseignants, de crédits...

C'est l'exemple de Jospin prenant des airs de Jules Ferry pour supprimer la physique-chimie en 6ème et 5ème, soi-disant parce que trop compliqué pour les élèves de ces classes, alors qu'il s'agit tout bonnement de "remédier" de cette façon à une pénurie chronique de professeurs ;

- valorisation de la profession enseignante ? Quand on recrute sur le tas tout un personnel sans formation pour combler les vides, parer au plus pressé, quand, aux salaires plus que minimum, se rajoutent des conditions de travail de plus en plus déplorables, il devient évident que le fameux mythe de la "vocation" prend du plomb dans l'aile et ne fait plus recette. Les exemples pourraient se poursuivre à l'infini.

Il est sûr que l'école n'a jamais été le paradis dans le monde capitaliste. Son existence et sa systématisation dans les zones capitalistes les plus développées n'ont jamais été que la réponse aux besoins du capital pour assurer son développement et son avenir.

Mais aujourd'hui, la bourgeoisie s'avère incapable de former ceux qui sont censés assurer ce développement, ce qui est une des marques indélébiles d'un système social qui n'a plus d'avenir.

Ce qui s'exprime à travers la décomposition du système scolaire bourgeois, c'est la décomposition du capitalisme dans son entier.

Stopio

Dangers nucléaires dans la région parisienne LE SPECTRE HORRIBLE DE TCHERNOBYL

■ Avec une pollution déjà écrasante, l'atmosphère de la région parisienne s'alourdit de substances radioactives toxiques. On apprend dans "Le Parisien libéré" que de véritables poubelles nucléaires, des milliers de fûts dont certains sont fissurés, sont entassés depuis 20 ans sur deux sites, près d'Itteville et de Saint-Aubin dans l'Essonne, dégageant de dangereuses émanations radioactives dont nul n'est en mesure d'évaluer les effets. Brusquement, le spectre horrible de Tchernobyl ressurgit. On ne le crie pas sur les toits. Cette outrancière discrétion tient à ce que nous racontent et ce que nous ont raconté sur le nucléaire, ces très remarquables sommités à la botte des classes dirigeantes.

Ils avaient juré leurs grands dieux qu'il ne pouvait pas y avoir d'accident, qu'il était même stupide de se poser la question. Quand il y a eu le cauchemar de Tchernobyl en avril 86, ces honorables décideurs ont déclaré sans défaillir que le nuage radioactif s'était arrêté net à la frontière franco-allemande. Mais devant l'évidence, ils n'ont pu faire autrement que de reconnaître du bout des lèvres la criante réalité. En rajoutant très vite derrière que de tels accidents ne pouvaient survenir que dans des pays plus faiblement industrialisés sans structures de surveillance. Des mensonges, toujours des mensonges ! Quant aux experts qui nous racontent que les catastrophes nucléaires ne peuvent se produire que dans les pays les plus arriérés économiquement, il suffit de se rappeler celle de Windscale en Grande-Bretagne ou celle de Three Miles Island aux Etats-Unis, pour démontrer que c'est bien dans le cœur du capitalisme, dans ses grands centres industrialisés, là où se concentre le plus grand nombre de centrales et de poubelles nucléaires, qu'existe le maximum de

risque de contamination radioactive ou d'accidents nucléaires. Rappelons nous de Seveso ou de Bâle !

Les tombereaux de mensonges qu'ils nous déversent n'ont d'égal que la pourriture dans laquelle ils nous enfoncez quotidiennement. Parlons-en des sites sous haute surveillance ! Ne vient-on pas d'ailleurs de révéler récemment que des "anomalies de montage" étaient en cours de rectification par EDF dans plusieurs centrales nucléaires françaises en fonctionnement depuis plusieurs années, "anomalies" qui "auraient rendu inopérants les systèmes de sécurité en cas d'accident"...

Aujourd'hui, les services officiels ne retrouvent pas le dossier d'Itteville et pensent quérir les employés à la retraite pour mettre la main sur ces vieux documents. A Saclay, c'est le vague, le flou, les hésitations, ils se perdent en conjectures. Que sont ces fûts ? N'étaient-ils pas destinés à l'usine de retraitement de La Hague... Et ils se perdent dans les méandres bureaucratiques. Des mesures, point. Aujourd'hui encore le très officiel commissariat à l'énergie atomique (CEA) nie tout en bloc. A la décharge de Saint-Aubin, il n'y a rien de suspect, à celle d'Itteville, c'est à voir. D'autres, comme les champions du capitalisme propre, les écologistes, n'ont rien trouvé de mieux à faire que de porter plainte pour infraction au code de la santé publique. Et pendant ce temps, inexorablement, s'échappent les gaz toxiques.

Ce système social, non content de nous plonger chaque jour davantage dans l'abîme de sa crise économique et de sa barbarie guerrière, nous expose quotidiennement toujours plus dans son pourrissement accéléré, à mille autres formes de dangers mortels.

SK

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyrus", 3 rue de l'Ente.
Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : "Maison de la Presse", 34 rue Poincaré.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow",
17 rue M^{de} de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
"Le Temps de Vivre", 54 La Canebière, 13001
Maison de la Presse, 1 chemin de la Gavotte. 13015
Maison de la Presse, rue Lamartine, 13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle

MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLÉANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis place Occitane
"Les Arcades, place du Capitole
TOURS : "Librairie du Grand Marché" 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro : ISSN 0336 464 X

DES VA-T-EN-GUERRE COMME LES AUTRES

Depuis que le capitalisme est entré dans sa phase de décadence, les révolutionnaires ont toujours maintenu, face à la guerre, une seule position de principe : celle qui consiste à défendre de façon intransigeante l'internationalisme prolétarien en refusant catégoriquement de choisir un camp impérialiste contre un autre. Fidèle au mot d'ordre du "Manifeste communiste", "les ouvriers n'ont pas de patrie", c'est cette position qui, depuis la première guerre mondiale, a toujours délimité la frontière de

classe entre les véritables organisations du prolétariat et celles qui, en passant avec armes et bagages dans le camp du capital, en prenant parti dans la guerre pour un camp capitaliste contre un autre, ont été les bourreaux les plus sanglants, les pires massacreurs de la classe ouvrière. Parmi celles-ci, il y a bien sûr les PS et les PC, mais on y trouve aussi leurs appendices gauchistes, et notamment trotskystes, tels ceux de "Lutte Ouvrière" et de la "Ligue Communiste Révolutionnaire".

PCF-CGT

■ La guerre du Golfe arrache au PCF des accents pacifistes déchirants : "Faisons tout ce qui peut dépendre de nous, écrit Marchais dans l'écritorial de "L'Humanité" du 3 septembre, pour qu'elle soit évitée, que tous les otages soient libérés, qu'aucune vie humaine ne soit sacrifiée". Comme pour accorder les mots et les faits, la CGT - dont nul ouvrier n'ignore le lien de dépendance qui rattache ce syndicat au PCF -, le 19 septembre et par le canal de son union départementale des Bouches du Rhône, s'élevait contre la réquisition des marins marseillais et des navires civils pour l'envoi de troupes vers le théâtre militaire du golfe Persique (tandis que le syndicat des marins, de son côté, affirmait que ses mandants n'obéiraient à l'ordre d'appareillage que sous la réquisition).

Tout cela n'est naturellement que poudre aux yeux. Il y a en effet beaucoup à dire à la charge du soudain amour des stalinien pour la paix et la vie humaine. Et d'abord ceci : leur pacifisme n'a rien à voir avec la promesse de paix contenue dans l'internationalisme prolétarien. Ce n'est sûrement pas au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou du droit juridique des Etats-nations que la classe ouvrière devra se mobiliser contre le capitalisme et ses guerres. Mais c'est pourtant ce que tend à soutenir Marchais et les siens quand ils dénoncent tout à la fois Saddam Hussein pour avoir envahi le Koweït et les Etats-Unis pour avoir constamment bafoué les aspirations à l'auto-détermination des peuples du Moyen-Orient (ou d'ailleurs) par le passé et encore aujourd'hui. Ensuite, le pacifisme du PCF et de la CGT consiste surtout en un anti-américanisme viscéral (dont la tradition remonte au moins à la fameuse manifestation de mai 1952 contre la venue en France, du général yankee Ridgway, commandant suprême des forces atlantiques) et en un tiers-mondisme crétin qui béle une commiseration abjecte pour les "petits peuples" (arabes ou autres), les "pays pauvres", opprimés par les "grands", les "riches". Cet aspect de la diatribe stalinienne du moment a pour dessein de faire oublier que le PCF a constamment soutenu le camp impérialiste de l'Union soviétique contre son rival américain. Même si cela fut, parfois, de manière critique, le parti de Thorez-Waldeck-Rochet-Marchais a toujours, tout au long de ce qu'on a appelé la guerre froide puis la coexistence pacifique, cautionné les brigandages militaires et

impérialistes de l'URSS dans les pays de l'Est, par exemple, ou en Ethiopie, en Afghanistan, etc, au nom de ces mêmes droits des peuples à disposer de leur destin.

Par leurs faux humanistes et antimilitaristes, aujourd'hui, les amis de Marchais et Krasucki entendent enfin passer sur la mémoire et la conscience de classe des prolétaires et de loyalisme envers le capital français que réunit l'histoire du stalinisme hexagonal. En nous référant à des dates clés, relatives à la question de la guerre, traçons brièvement, mais avec assez de preuves édifiantes, le palmarès du PCF et de son appendice syndical :

- 1935. Conclusion du pacte Staline-Laval au terme duquel le chef du Kremlin reconnaît le besoin de la France de s'armer contre le Reich hitlérien. Le parti de Thorez renonce alors à sa propagande internationaliste antérieure et emboîte le pas des militaristes. Il s'engage dans le Front Populaire et, lorsque les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon se soulèvent contre la mise en place de l'économie de guerre, "L'Humanité" les accuse de faire le jeu des fascistes et de manquer de sens patriotique.

- 1941. Hitler viole le pacte de non-agression qu'il avait signé deux ans auparavant avec Staline ; ses armées envahissent l'URSS. Le PCF, dès lors, abandonne la ligne "défaitiste révolutionnaire" qu'il affectait de suivre depuis 1939 (en la mêlant au demeurant à un neutralisme pacifique) pour entraîner les ouvriers français sur la voie du patriotisme actif. Au nom de la Résistance et de la défense de la démocratie, le parti de Ducloux envoie des dizaines de milliers de prolétaires se faire tuer pour les capitalismes de France et d'Union Soviétique.

- 1945. La "Libération". Les stalinien partagent le pouvoir avec les gaullistes. Bien qu'ils se prétendent anticolonialistes, ils donnent leur aval à la répression sanglante de l'insurrection des populations algériennes du Constantinois, disant qu'il s'agissait d'une provocation "des trusts et des vichystes" (Jacques Ducloux, "Mémoires").

- 1947. Début de la guerre d'Indochine. Les faux communistes à la sauce Thorez accordent leur confiance au gouvernement "socialiste" de Ramadier. S'ils se retirent du pouvoir, cette même année, ce n'est pas en fonction de la

question indochinoise (ni même en raison de l'émeute malgache) mais pour faire face, sur le terrain, à la grande grève des ouvriers des usines Renault.

- 1956. Commencement des opérations de "pacification" en Algérie française. Tout en continuant leur jeu anticolonialiste, les stalinien votent les "pouvoirs spéciaux" militaires que le "socialiste" Guy Mollet réclame afin de mener à bien la guerre contre le FLN.

- 1983. Le parti de Marchais, de nouveau associé à la direction de l'Etat après une longue éclipse, ne se désolidarise pas du gouvernement Mauroy lorsque que celui-ci envoie les troupes françaises soutenir Habré contre son rival Goukouni (appuyé par la Libye de Kadhafi). Dérechef, s'il abandonne en 1984 les fonctions qu'il occupait au pouvoir, c'est pour affronter, dans l'opposition, la montée des luttes ouvrières et non pour on ne sait quelle indignation pacifiste.

Ainsi, d'un bout à l'autre de son histoire, le parti stalinien (PCF et CGT) au plus près qu'il fut de la haute direction des affaires nationales, n'a jamais réchigné à servir les intérêts impérialistes et militaires de la France capitaliste (tout en essayant, bien sûr et quand cela était possible, de les concilier avec ceux de l'URSS, la maison mère du stalinisme). C'est toujours en bon patriote qu'il invita les ouvriers à participer au casse-pipe.

Le PCF déclinant est à présent hors de mesure de pouvoir faire que les prolétaires prennent ses vessies pacifistes pour des lanternes internationalistes. Il se sert du moins des apparences du discours radical ouvrier pour accentuer encore un peu plus l'inquiétude et aggraver la démoralisation conjoncturelle que provoquent et engendrent parmi les salariés exploités les énormes bruits de botte qui montent du Moyen-Orient.

La bourgeoisie, quant à elle, ne saurait douter de la bonne foi du PCF. Ainsi n'a-t-on pas entendu cet organisme, au beau milieu de ses simagrées pacifistes, approuver sur le fond la riposte militaire que Mitterrand et son gouvernement ont développée contre la violation de l'ambassade de France à Koweït-City par les troupes de Saddam Hussein.

SM

TROTSKYSTES

■ Aujourd'hui, dans la guerre du Golfe comme dans toutes les guerres de ces cinquante dernières années, c'est derrière une phraséologie "radicale", "pacifiste", "anti-impérialiste" et avec une hypocrisie sans bornes qu'une fois encore ces soi-disant révolutionnaires que sont les trotskystes cherchent à mystifier les ouvriers afin de les amener sournoisement à s'entretuer pour la défense d'une fraction bourgeoise contre une autre.

LE SOUTIEN DE LO ET DE LA LCR A L'IMPERIALISME IRAKIEN

Dans le chœur hypocrite de toutes les fractions de la bourgeoisie mondiale pour défendre la "juste cause" de leur politique impérialiste au Moyen-Orient, les trotskystes occupent une place de choix. Ainsi, ceux de LO et de la LCR nous ressortent aujourd'hui encore leur vieille rengaine de l'anti-impérialisme derrière leur slogan "troupes impérialistes hors du Golfe" (LCR) ou, mieux encore "troupes françaises et britanniques hors du Golfe" (LO). Mais, pourrait-on se demander, pourquoi cet appel au retrait de l'armée occidentale du Golfe ne s'accompagne-t-il pas d'un même appel au retrait de l'armée irakienne du Koweït ? Tout simplement parce que, dans la logique bourgeoise des trotskystes (pour lesquels il n'y a jamais eu depuis la seconde guerre mondiale qu'un seul bloc impérialiste, celui dominé par les USA), "l'adversaire principal, le seul véritable, de tous les peuples et des travailleurs occidentaux, c'est l'impérialisme, qu'il soit US, britannique ou français" (LO n°1159). Bien sûr, nous dit-on, S. Hussein est un dictateur sanglant, MAIS..., tout de même, il faut le comprendre car, après tout, les "frontières imposées par l'impérialisme anglais (...) ont privé son pays de ressources qui auraient dû lui revenir" (LO n°1160). Et LO de s'efforcer que "le tracé des frontières, qui permet la mainmise ou le contrôle du pétrole du Moyen-Orient par le capital occidental" ne puisse "être remis en question sans susciter la politique de la canonnrière, voire la reconquête militaire de territoires par l'invasion des armées des pays riches" (LO n°1157). On ne peut être plus clair : "l'anti-impérialisme" des trotskystes de LO n'est rien de moins qu'une politique bourgeoise destinée à justifier l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. Il n'est rien d'autre qu'une politique de soutien déguisé à un petit truand impérialiste contre les grands gangsters occidentaux. Toute sa phraséologie radicale de "condamnation" de la dictature sanglante de S. Hussein n'est qu'une gigantesque fumisterie, la feuille de vigne derrière laquelle LO s'efforce, avec ses formules sybillines qui n'osent pas appeler un chat un chat, de masquer sa nature de défenseur invétéré du capital. D'ailleurs, toutes ces contorsions propres à la démarche trotskyste ne datent pas d'aujourd'hui. Cette position pro-irakienne qui ne veut pas dire ouvertement son nom rappelle étrangement une autre position, de triste mémoire, où ces mêmes laquais du capitalisme soutenaient, en d'autre temps, le bloc impérialiste russe dans toutes les guerres de prétendue "libération nationale" (au Cambodge, au Vietnam ou à Cuba) contre l'impérialisme occidental, tout en dénonçant la dictature stalinienne. Aujourd'hui, comme hier, le fameux "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" dont se revendique toujours le courant trotskyste, n'est rien d'autre qu'un appel au prolétariat des pays périphériques à choisir le camp de ses propres exploités.

Ce double langage, cette répugnante hypocrisie n'est pas le seul apanage de LO, loin de là. Parmi la racaille trotskyste,

il faut encore signaler le petit jeu de cache-cache auquel se livre cette autre organisation bourgeoise qu'est la LCR. Ainsi, dans son hebdomadaire "Rouge" destiné à être diffusé dans les "masses", il est, là aussi, bien difficile de trouver une position tranchée de soutien ouvert à l'impérialisme irakien. On y lit, à peu de chose près, le même discours visqueux que celui tenu par ses comparses de LO : dénonciation "virulente" de l'impérialisme (entendez les USA et leurs acolytes) considéré comme "l'ennemi n°1" et doublée d'une dénonciation (au second plan, bien sûr) de la dictature sanguinaire de S. Hussein. Mais écoutons avec quels arguments la LCR prétend "condamner" l'annexion du Koweït par l'Irak : "Saddam Hussein n'a aucun droit sur le Koweït" car... "il n'est pas mandaté par les masses koweïtiennes et il ne représente pas les masses irakiennes". (Rouge n°1415). Autrement dit, pour la LCR, les choses auraient été différentes si S. Hussein avait été "démocratiquement" élu au suffrage universel (comme les dirigeants des pays occidentaux, par exemple ?). Toutes ces contorsions verbales dans lesquelles se débat la LCR ne sert en réalité qu'à noyer le poisson afin de justifier son soutien à l'impérialisme irakien. Car c'est bien cette position que la LCR défend sans aucune ambiguïté comme en témoigne le contenu de sa revue théorique "Imprecor", destinée aux initiés, lorsque ces chiens de garde de l'ordre capitaliste affirment que "quelle que soit l'aversion que les révolutionnaires peuvent avoir pour le despote irakien, ils ne sauraient hésiter

LE CHAUVINISME ECOEURANT DES TROTSKYSTES PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

"A BAS LE PILLAGE DES RICHESSES FRANÇAISES ! Le blé que les paysans de France ont fait lever, le lait des vaches qu'ils ont élevées; les machines sans lesquelles nos ouvriers seront sans travail et sans pain; le matériel de laboratoire qu'a construit le génie de nos savants, toutes ces richesses françaises doivent rester en France..." (Bulletin du Comité pour la IVème Internationale n°2, 20/9/1940).

"Tous ceux qui luttent contre l'opresseur et qui ne sont pas ouvriers doivent comprendre que l'appui des forces ouvrières est vitalement nécessaire au succès de la lutte pour la libération nationale; qu'on doit donc leur assurer un statut de travail qui les intéresse et à la défense et à la renaissance de la patrie dont ils constituent la force..." ("La Vérité" n°8, journal du POI, ancêtre de la LCR, janvier 1941).

"ETUDIANT DE FRANCE ! Le 11 novembre est resté pour toi jour de Fête Nationale. Malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. Tu n'assisteras à aucun cours. Tu iras honorer le Soldat Inconnu. Le 11 novembre 1918 fut le jour d'une grande victoire. Le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. Tous les étudiants sont solidaires pour que Vive la France ! (recopie ces lignes et diffuse-les)." (Tract d'appel du "Comité français pour la IVème Internationale", appelé en novembre 1940 les étudiants à célébrer la victoire du 11 novembre 1918)

(...). Dans tout affrontement entre l'Irak et les impérialistes, nous sommes résolument aux côtés du premier" (Imprecor n°314, revue théorique de la IVème "Internationale"). Ainsi, lorsque la LCR vient nous raconter (dans "Rouge") qu'elle n'a pas "attendu l'invasion du Koweït pour condamner clairement la dictature irakienne" (sic !), on ne peut que vomir cette crapuleuse duplicité qui n'a qu'un seul objectif : semer un maximum d'embrouille dans la conscience des masses ouvrières pour les amener insidieusement à se ranger derrière ses slogans, c'est-à-dire derrière le drapeau de l'impérialisme irakien. Et non contente d'avoir aussi clairement choisi son camp, la LCR s'en glorifie encore en vantant sa participation à un front unique où, en Tunisie, "l'ensemble des forces d'opposition ont adopté une position anti-impérialiste et soutenu, à des degrés divers, l'initiative de Saddam Hussein". Ainsi, "deux comités de soutien ont été formés dont le Comité de soutien à l'Irak, à l'initiative de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale unique du pays); toute la gauche, y compris les trotskystes, y participe." ("Imprecor"). Et quand ces crapules de la LCR affirment que "les questions sont complexes et les réponses ne peuvent être modulées sous peine de s'identifier à l'un des protagonistes du conflit", on se demande vraiment s'ils prennent les lecteurs pour des imbéciles ou si, en continuant à tortiller du derrière, ils s'imaginent pouvoir encore sauver leur âme vendue depuis plus de 50 ans au capital !

UNE PHRASEOLOGIE "PACIFISTE" POUR MIEUX PARTICIPER A LA GUERRE

Cette attitude des trotskystes face à la guerre n'est pas nouvelle. C'est la même politique qu'ils ont toujours défendue depuis la deuxième guerre mondiale. Hier, c'était au nom de l'anti-fascisme qu'ils participaient à la "Résistance" et appelaient les prolétaires à verser leur sang pour la défense du bloc des Alliés (dirigé par ce même impérialisme américain qu'ils dénoncent aujourd'hui à cor et à cri). Aujourd'hui, c'est "contre le découpage artificiel des frontières du Moyen-Orient" qu'ils continuent à jouer leur rôle de sergents recruteurs pour une fraction capitaliste contre une autre. Comme si les frontières nationales de la grande majorité des pays étaient "naturelles" ! Comme si un grand nombre de pays coloniaux eux-mêmes, depuis Israël jusqu'à la Belgique, n'étaient pas autre chose que des créations purement artificielles constituées pour les besoins des grandes puissances tout au long du développement du capitalisme. Ce type d'arguments qui consiste aujourd'hui à revendiquer la récupération par l'Irak de "ses vraies frontières naturelles" n'est, en réalité, qu'un alibi servant à amener les ouvriers sur le terrain bourgeois du nationalisme afin de les embrigader dans la guerre que se livrent toutes les nations, petites ou grandes, dans l'arène impérialiste mondiale.

Et quand les trotskystes de la LCR, comme ceux de LO, viennent clamer que cette guerre n'est pas la leur et signent une "déclaration" commune avec tous les hommes de bonne volonté (qu'ils soient stalinien détroqués, "socialistes" ou écologistes) "pour que l'emporte dans le monde, y compris au Moyen-Orient, une politique de paix" ("Rouge" n°1413), ils ne font rien de moins que nous ressortir leur vieille politique "frontiste" qui, en d'autres temps, avait servi à embrigader des millions de prolétaires dans la deuxième boucherie mondiale. Faut-il rappeler à tous ces "pacifistes" en herbe que

(SUITE P. 6)

LE MILIEU REVOLUTIONNAIRE FACE A LA GUERRE DU GOLFE

Pour les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, la guerre impérialiste, comme celle du Golfe à l'heure actuelle, constitue un épreuve de vérité. Dans une telle situation, il appartient aux organisations qui se situent sur le terrain de classe prolétarien de faire entendre la voix de l'internationalisme, à l'image des courants révolutionnaires aux cours des deux guerres mondiales.

■ La plupart de ces organisations n'ont pas failli aujourd'hui à cette tâche élémentaire : que ce soit dans la presse ou sous forme de tracts, l'ensemble du milieu politique prolétarien a pris position clairement pour dénoncer la guerre impérialiste, rejeter toute participation dans l'un ou l'autre camp et appeler les ouvriers à engager le combat contre le capitalisme sous toutes ses formes et dans tous les pays (1). Bref, les organisations communistes existantes ont montré qu'elles sont... communistes.

En cette circonstance, d'ailleurs, il a fallu à certaines d'entre elles recouvrir d'un mouchoir pudique leurs élucubrations sur le soutien que le prolétariat devrait apporter aux "luttres d'indépendance nationales" dans certains pays sous-développés. Ainsi, lorsque le "Parti Communiste International" nous dit que :

"Les travailleurs n'ont rien à gagner et tout à perdre à soutenir les conflits impérialistes...". "Que la rente pétrolière enrichisse des bourgeois irakiens, koweïtiens ou français ne changera pas le sort des prolétaires d'Irak, de Koweït ou de France : seule la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste peut le faire. Et cette lutte de classe n'est possible qu'en rompant l'union nationale" entre les classes qui impose toujours des sacrifices aux prolétaires, qui les divise par le patriotisme et le racisme avant de les faire se massacrer sur les champs de bataille." (tract du 24 août 90, publié par "Le Prolétaire"), nous ne pouvons que saluer son internationalisme. Mais cette organisation ferait bien de se demander en quoi les prolétaires arabes défendent leurs intérêts de classe lorsqu'ils sont enrôlés, comme elle les y appelle, dans la guerre pour la constitution d'un Etat national palestinien. Un tel Etat palestinien, s'il arrivait à voir le jour, ne serait pas moins impérialiste (même si moins puissant) que ne l'est aujourd'hui l'Irak, et les ouvriers n'y seraient pas moins féroce exploités. Ce n'est pas pour rien que Yasser Arafat compte parmi les meilleurs amis de Saddam Hussein. Pour le courant "bordiguiste" (auquel appartient "Le Prolétaire"), qui continue de se réclamer des positions de l'Internationale communiste sur la question nationale, il serait temps de se rendre compte que l'histoire a démontré depuis 70 ans, et en de nombreuses reprises, l'inconsistance de ces positions. Sinon, ses exercices de corde raide entre internationalisme et nationalisme ne pourront que le conduire à la chute, soit dans le néant, soit dans le camp bourgeois (comme c'est arrivé, au début des années 80, pour une bonne partie de ses composantes).

LES INCOMPREHENSIONS DES ENJEUX DE LA GUERRE

Si le milieu révolutionnaire a su, dans l'ensemble, faire la preuve de sa fidélité à la position internationaliste classique du mouvement ouvrier, il a également fait la preuve de son incapacité à prendre toute la mesure des enjeux de la période présente. Les différents groupes ont mis en évidence les origines de l'aventure irakienne : non pas la "folie mégalomane" d'un Saddam Hussein, mais le fait que l'Irak, après 8 ans de guerre terriblement meurtrière et ruineuse contre l'Iran, était pris à la gorge par une situation économique catastrophique et un endettement extérieur de près de 80 milliards de dollars. Comme l'écrit "Battaglia Comunista" dans son n° de septembre : "L'attaque contre le Koweït est donc le geste classique de celui qui, sur le point de se noyer, tente le tout pour le tout". En revanche, les raisons fondamentales du formidable déploiement militaire des Etats-Unis et de ses acolytes passent par dessus la tête de ces groupes.

Pour "Le Prolétaire", en effet : "Les Etats-Unis ont défini sans fard l'intérêt national américain qui les faisait agir : garantir un approvisionnement stable et à un prix raisonnable du pétrole produit dans le Golfe : le même intérêt qui les faisait soutenir l'Irak contre l'Iran les fait soutenir maintenant l'Arabie Séoudite et les pétro-monarchies contre l'Irak." C'est la même idée qu'énonce la "Communist Workers Organisation" dans un tract : "En fait, la crise du Golfe est réellement une crise pour le pétrole et pour qui le contrôle. Sans pétrole bon marché, les profits vont chuter. Les profits du capitalisme occidental sont menacés et c'est pour cette raison et aucune autre que les Etats-Unis préparent un bain de sang au Moyen-Orient...". Quant à "Battaglia Comunista" (BC), c'est, avec un langage plus prétentieux qu'elle défend la même idée : "Le pétrole, présent directement ou indirectement dans presque tous les cycles productifs, dans le procès de formation de la rente monopoliste a un poids déterminant et, en conséquence, le contrôle de son prix est d'une importance vitale..." "Avec une économie qui donne clairement des signes de récession, une dette publique d'une dimension affolante, un appareil productif en fort déficit de productivité par rapport aux concurrents européens et japonais, les Etats-Unis ne peuvent le moins du monde se permettre en ce moment de perdre le contrôle d'une des variables fondamentales de toute l'économie mondiale : le prix du pétrole."

A cet argument, qui est également celui de beaucoup de groupes gauchistes qui n'ont qu'une idée en tête : vilipender la rapacité de l'impérialisme américain afin de justifier leur soutien ("critique") à Saddam Hussein, "Il Programma Comunista" (PC) apporte un début de réponse : "Dans tout cela, le pétrole (...) n'entre que comme dernier facteur. Dans les grands pays industriels, les réservoirs sont pleins et, dans tous les cas, la majorité de l'OPEP (...) est prête à augmenter la production et ainsi stabiliser les prix du brut". En fait, l'argument du pétrole pour expliquer la situation actuelle ne va pas très loin. Même si les Etats-Unis, de même que l'Europe et le Japon, sont évidemment intéressés à pouvoir importer un pétrole à bon marché, cela ne saurait expliquer l'incroyable concentration de moyens militaires opérée par la première puissance mondiale dans la région du Golfe. Une telle opération ne fait que grever encore plus les déficits déjà considérables des Etats-Unis et coûtera bien plus à l'économie de ce pays que l'augmentation du prix du pétrole demandée par

l'Irak. D'ailleurs, dès à présent, avec la perspective d'affrontements majeurs, ce prix a grimpé bien au delà du niveau qui aurait pu être établi par des négociations avec ce pays si les Etats-Unis avaient voulu de telles négociations (ce n'est certainement pas pour faire "respecter" les intérêts du cheikh Jaber et de son peuple que les Etats-Unis font preuve d'une intransigeance totale vis-à-vis de l'occupation du Koweït). Et les destructions qui résulteront de l'affrontement militaire risquent fort d'aggraver encore les choses. Si vraiment c'était le prix du pétrole qui préoccupait fondamentalement les Etats-Unis, on peut dire qu'ils ne s'y prennent pas de la meilleure façon : leur démarche évoquerait plutôt celle d'un éléphant voulant mettre de l'ordre dans un magasin de porcelaine.

En réalité, l'ampleur même du déploiement militaire fait la preuve que l'enjeu, pour les Etats-Unis comme pour tous les autres pays va bien au delà d'une question de prix du pétrole. C'est ce que touche du doigt BC en essayant d'élargir son cadre d'analyse : "La rupture des équilibres issus de la seconde guerre mondiale a, en réalité, ouvert une phase historique dans laquelle nécessairement d'autres devront se constituer accentuant de ce fait la concurrence entre les différents appétits impérialistes"... une chose est sûre, [celle que soit l'issue de ce conflit] aucune des questions que la crise du golfe a mises en évidence ne pourra trouver de solution de cette façon". Mais c'était trop lui demander : immédiatement, cette organisation se noie de nouveau dans... le pétrole : "Une fois l'Irak éliminé, pour l'exemple, il ne se passera pas longtemps avant que quelqu'un d'autre ne pose la même question : modifier la répartition de la rente [pétrolière] à l'échelle mondiale : parce que c'est cette répartition qui détermine la hiérarchie internationale que la crise de l'URSS a remise en cause." Quant à PC, s'il comprend bien qu'il y a autre chose de plus important que le pétrole, il n'arrive pas à dépasser les généralités : "Tenchevèment d'un conflit né d'intérêts de puissance colossaux, qui en se résolvant ne pourra qu'en susciter de nouveaux, défaisant et recomposant les alliances..."

LA SOUS ESTIMATION DE LA GRAVITE DE LA SITUATION ACTUELLE

En fin de compte, s'il y a un point commun entre les différentes analyses de la signification de la guerre du Golfe, c'est bien la sous-estimation dramatique de la gravité de la situation dans laquelle se trouve le monde capitaliste aujourd'hui. Tels des montres arrêtées, les groupes communistes, même lorsqu'ils sont capables de reconnaître le bouleversement que vient de connaître l'arène impérialiste mondiale, ne font que plaquer des schémas du passé à cette nouvelle situation. Nous ne développerons pas ici notre analyse suivant laquelle le capitalisme est entré aujourd'hui dans la phase ultime de sa décadence : celle de la décomposition générale de la société (voir la Revue Internationale n°57 et 61). Mais c'est notre devoir de dire que le refus des groupes communistes de regarder cette réalité en face (lorsqu'ils ne nient pas, purement et simplement, que le capitalisme est un système décadent, comme le font les bordiguistes) ne saurait leur permettre d'assumer pleinement leur responsabilité face à la classe ouvrière (2). La guerre du Moyen-Orient n'est pas simplement une guerre comme les autres face à laquelle il suffit de réaffirmer les positions classiques du "défaitisme révolutionnaire". Sans être une guerre mondiale, elle est la première manifestation majeure d'un chaos et d'une barbarie comme jamais la société humaine n'en a connus. Voilà ce que les révolutionnaires doivent affirmer clairement à leur classe afin que celle-ci puisse prendre pleinement conscience des enjeux de son combat contre le capitalisme.

FM (29/9/90)

(1) Le silence dans lequel s'est maintenu jusqu'à présent le "Ferment Ouvrier Révolutionnaire", une des rares organisations communistes existant en France, n'en est que plus inacceptable. Apparemment, le FOR est beaucoup plus en verve lorsqu'il s'agit, en leur faisant dire n'importe quoi, de faire des procès stupides aux autres organisations révolutionnaires (voir son article "Encore un plat piquant du CCI" dans "L'arme de la critique" n°6) qu'au moment où il faut faire entendre la voix internationaliste contre la barbarie guerrière du capitalisme.

(2) Ces incompréhensions et sous-estimations du milieu révolutionnaire ne sont encore rien, évidemment, à côté de la parfaite stupidité que révèle le tract publié le 28/9/90 par la "Fraction externe du CCI". Comme il sied à un petit cercle qui prétend reprendre le flambeau de l'"approfondissement" théorique que le CCI aurait abandonné, c'est très "profondément" que la FECCI, pour expliquer la guerre du Golfe, se plonge... dans le pétrole. Bel effort théorique ! Mais ce n'est pas tout. Ce qui pour tout le monde, surtout après cette guerre, crève les yeux : la disparition de l'ancien bloc de l'Est, échappe à la "profondeur" de la FECCI. C'est vrai que, comme des enfants de deux ans, il faut aux membres de celle-ci, pour affirmer leur personnalité, s'opposer à tout ce que le CCI a pu dire après qu'ils l'aient quitté (voir notre article ci-contre). Eux se revendiquent du "vieux CCI", celui qui bénéficiait encore de leurs lumières. C'est pourtant ce "vieux CCI" qui, depuis longtemps, avait mis en évidence l'extrême faiblesse du bloc de l'Est et de l'URSS. Celle-ci ne disposait d'aucune base économique sérieuse pour devenir une "grande puissance", encore moins une tête de bloc. Seul le fait circonstanciel de se retrouver, par la grâce d'Hitler, parmi les "vainqueurs" lui avait permis, à Yalta, de se faire payer le prix du sang des 20 millions de morts subis par sa population. L'URSS n'avait pu exercer son contrôle sur la zone d'influence qui constituait sa "rétribution" qu'aux prix de dépenses militaires exorbitantes qui, en même temps que son économie aberrante héritée de la contre-révolution stalinienne, l'ont conduite, elle et les pays de son bloc, à la ruine complète qui se trouve à l'origine de l'effondrement spectaculaire de ce dernier en 89. Voilà ce que, aujourd'hui, la FECCI se refuse obstinément à comprendre afin de pouvoir affirmer son originalité "théorique".

AVIS AUX LECTEURS

L'"Histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise" étant un ouvrage très volumineux, sa publication a pris du retard. Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

JUSQU'OU IRA LE CRETINISME DE LA FECCI ?

■ Avec un gros retard, vient de paraître en septembre le numéro d'été (n°17) de "Perspective Internationaliste", publication de la FECCI consacrée à une question d'une brûlante actualité... il y a six mois : les "bouleversements à l'Est".

Après avoir redécouvert (enfin!) il y a deux ans que nous assistions actuellement à la ... "transformation de la domination formelle du capital en domination réelle" (20 ans après Camatte dans feu la revue "Invariance" et plus de 100 ans après Marx), on est parvenu à découvrir que l'effondrement du bloc de l'Est n'était qu'une "apparence" pour mieux tromper les USA et tout le monde et pour être, en réalité, "une manoeuvre pour un renforcement du Bloc (?) de l'Est". Cette découverte est, paraît-il, le fruit d'un... long et gros effort... théorique. Bravo !

Ainsi, d'après la FECCI, la vraie raison de l'aventure impérialiste de l'Irak, ce serait d'être un sous-marin opérant et roulant pour le compte de Gorbatchev (voir le tract de la FECCI du 24/8/90) dans sa politique "hautement secrète" de renforcement du Pacte de Varsovie ! CQFD.

La FECCI ayant ainsi révélé le "grand secret" de cette guerre du Golfe -le renforcement par Gorbatchev du bloc de l'Est-, Bush lui doit non seulement une reconnaissance bien compréhensible mais, surtout, il doit prendre garde à lui. "Gare au gorille !", comme dirait un certain Georges Brassens.

Une bêtise chasse ou s'ajoute à l'autre, comme on voudra ! Mais l'essentiel, c'est d'avoir profité d'une bonne occasion pour se livrer à une violente et terrible "critique" et dénonciation du CCI. Comme d'habitude.

Mais, pourrait-on se demander, pourquoi, diable, ces quelques petits êtres avec leur grosse tête d'universitaires ratés, tiennent-ils donc tellement au titre de "fraction (externe) du CCI", et à se réclamer ainsi de leur passage honorable dans cette maudite organisation -le CCI- qu'ils ont quittée voilà déjà 5 ans ??? Pourquoi nous collent-ils ainsi aux fesses tels des morpions dont on aurait du mal à se débarrasser ? Pour maintenir une ambiguïté et continuer à semer encore plus de confusion politique ? Sans doute. Mais aussi certainement parce qu'ils éprouvent encore une certaine fierté à avoir milité autrefois dans ce CCI. C'est compréhensible, c'est humain. Un peu comme ce couple dont la séparation s'est mal passée, où l'amour se transforme en haine et où la haine cache une certaine nostalgie d'un amour passé.

Ce sentiment de fierté que cultive la FECCI n'est malheureusement pas partagé par le CCI, et pour cause ! C'est que la réciproque n'est pas vraie, car le CCI, quant à lui, est plutôt mal à l'aise et éprouve une petite honte d'avoir donné naissance à une... telle médiocrité.

Au lecteur qui voudrait en savoir plus long sur cette... médiocrité, c'est-à-dire la FECCI, nous ne pouvons que conseiller de faire un effort pour lire ce dernier numéro... d'été 90 de "Perspective Internationaliste". Bon courage !

MC

LES TROTSKYSTES, DES VA-T-EN-GUERRE...

(SUITE DE LA PAGE 5)

c'est au nom de cette même stratégie d'alliance avec toutes les forces "démocratiques" de la bourgeoisie, au nom de la "paix" et de l'"antifascisme" qu'ils se sont alignés sagement derrière le bloc des "Alliés" dans les années 30 abandonnant ainsi l'internationalisme prolétarien pour appeler la classe ouvrière des pays de ce bloc à massacrer leurs frères de classe embrigadés sous les drapeaux du nazisme. Ainsi, au même titre que n'importe quelle autre force du capital, de droite comme de gauche, c'est toujours au nom de la "paix" que les trotskystes, avec leur petite variante du "droit des peuples à l'autodétermination", justifient leur participation aux pires massacres. Et quand ces va-t-en-guerre de la LCR nous disent encore qu'en cas de conflit ouvert "il faut maximiser le coût de toute agression impérialiste contre l'Irak" (autrement dit "il faut que l'armée irakienne fasse un maximum de dégâts dans le camp adverse"), cela nous rappelle étrangement un autre mot d'ordre, celui du PCF à la "Libération" : "plus forts les coups sur le boche chancelant". Mais là où toute cette racaille capitaliste excelle dans l'ignominie, c'est surtout quand elle vient nous dire que "telles sont les grandes lignes d'une attitude révolutionnaire se plaçant du point de vue des intérêts de classe du prolétariat" ! ("Imprecor").

Une telle crapulerie n'est pas pour nous étonner. Car aujourd'hui, les trotskystes ne font que reprendre à leur propre compte le même discours qu'ont toujours tenu les partis traîtres au prolétariat pour embrigader celui-ci dans la guerre impérialiste. Ce discours, c'est celui des sociaux-chauvins qui, en 1914, ne se réclamaient du "socialisme" que pour mieux soutenir le capitalisme, et ne vouaient leur "fidélité" à l'internationalisme prolétarien que pour mieux défendre le nationalisme de la bourgeoisie. C'est contre cette infamie de tous les sociaux-chauvins que luttait les révolutionnaires et parmi eux, Lénine et les bolchéviques, dont les trotskystes prétendent encore se réclamer aujourd'hui.

Dans sa lutte à mort contre ce système de misère et de barbarie, le prolétariat n'aura pas d'autre choix que de débarrasser les chiens de garde du capital dans ses rangs. Car tous ceux qui, comme les trotskystes, prétendent défendre ses intérêts, sont en réalité ses pires ennemis. Leur phraséologie "radicale" n'a d'autre fonction que de mystifier la classe ouvrière, afin de saboter ses luttes, la dévoyer de son terrain de classe, empoisonner sa conscience pour l'amener pieds et poings liés au massacre.

Avril (29/9/90)

LISEZ NOTRE BROCHURE :

**LE TROTSKISME
CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**
(nouvelle édition remaniée et augmentée)

BILAN D'UNE REUNION PUBLIQUE DU CCI

NE PAS SOUS-ESTIMER LA GRAVITE DE LA SITUATION MONDIALE

■ C'est bien évidemment à propos de la situation dans le golfe Persique, sa signification et ses conséquences que la section en France du CCI a tenu ses réunions publiques de septembre dans 11 grandes villes sur le thème "Le capitalisme, un système qui sème la mort".

En tout cas, si la réunion qui s'est tenue à Paris a permis aux éléments combattifs inorganisés présents de mettre à profit ce lieu pour débattre largement de la situation, l'absence du milieu politique dit "organisé" est à nouveau révélatrice de son irresponsabilité et de son sectarisme persistants alors que, quelques mois à peine après cet autre événement majeur constitué par l'effondrement du bloc de l'Est, une question aussi grave que celle d'une guerre impliquant l'ensemble du monde occidental ne peut qu'interpeller tous ceux qui prétendent être l'avant-garde du prolétariat. En dehors du CCI, les autres groupes révolutionnaires n'auraient-ils rien à dire, ni à défendre face à la classe ouvrière dans une telle situation ?

Après avoir mis en évidence le cadre politique permettant de situer et de comprendre les événements du golfe Persique qui constituent la première manifestation aiguë de la période de chaos mondial ouverte par l'effondrement du bloc de l'Est, l'exposé introductif au débat s'attacha à dénoncer l'abjecte hypocrisie de l'ensemble d'une bourgeoisie mondiale qui brandit "subitement" l'étendard du "droit international" pour mieux justifier sa mobilisation guerrière contre le "tyran" irakien.

La discussion qui suivit eut le mérite de mettre en évidence des difficultés chez plusieurs éléments présents à comprendre jusqu'au bout la nouvelle situation historique ouverte par l'effondrement du bloc de l'Est : celle de la décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme, et dans laquelle s'inscrit la crise actuelle du Moyen-Orient. Ces difficultés révèlent en fait des tendances à sous-estimer la gravité des enjeux contenus dans le conflit du Golfe.

Pour l'un d'entre eux, il s'agirait pour les Etats-Unis de mettre la main sur le golfe Persique et de s'approprier les plus grandes réserves du monde en pétrole dans un but essentiellement économique : baisser ses coûts de production et prendre un avantage économique majeur contre ses principaux concurrents sur le marché mondial. Cette vision "économique" se trouve passablement démentie par les faits eux-mêmes. Difficile en effet d'expliquer avec une telle analyse pourquoi les concurrents commerciaux les plus directs des Etats-Unis que sont des pays comme le Japon ou l'Allemagne iraient "aider" leur pire concurrent dans une aventure d'où ils devraient ressortir comme les principaux perdants sur le plan économique alors même qu'ils sont autrement plus dépendants de leurs approvisionnements en pétrole que les USA. Ou alors, à l'instar de la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie japonaise qui, pour la première fois

depuis 1945, vient aussi de décider d'envoyer dans le Golfe des forces armées plus ou moins camouflées sous le nom de "corps de coopération pour la paix" aux côtés des USA serait-elle devenue folle ? Même conjoncturelle, il est évident qu'une telle mobilisation et une telle unanimité internationales, qui vont de l'ancienne tête du bloc russe aux USA en passant par l'ensemble des pays d'Europe (dont la France finalement rangée derrière les Etats-Unis alors que la région faisait partie de sa "chasse gardée" il y a peu de temps encore) et de la plupart des pays arabes de la région du Golfe y compris la Syrie -Etat classé "terroriste" par les USA- ou l'Iran... sont à l'échelle d'enjeux autrement plus importants. "Nous devons démontrer sans aucun doute possible que l'agression ne peut pas payer et ne paiera pas" déclaraient Bush et Gorbatchev au sortir du sommet d'Helsinki. Ainsi, en ne voyant dans l'intervention militaire des USA qu'une volonté de mettre la main sur les réserves d'or noir du Moyen-Orient, cette vision réductrice passe complètement à côté de l'objectif principal des USA : affirmer leur leadership sur le monde afin de tenter de freiner au maximum la tendance inéluctable au chaos, au "chacun pour soi", ouverte avec l'effondrement du bloc de l'Est.

Pour un autre camarade, il s'agirait en quelque sorte pour les USA de "rentabiliser" l'énorme effort d'armement consenti par le capital américain au cours des années Reagan, par une sorte d'OPA sur la région du Golfe au même titre que Saddam Hussein vis-à-vis du Koweït. Une telle vision, outre le fait qu'elle ne prend pas en compte le poids énorme du déploiement militaire américain sur une économie croulant déjà sous une montagne de dettes, ignore complètement notre conception suivant laquelle dans la période de décadence, le militarisme ne constitue plus globalement un moyen pour un capital national de s'enrichir.

La tonalité générale du débat tendait surtout à se polariser soit sur des questions secondaires, soit sur des problèmes déjà tranchés par les révolutionnaires tout au long du 20ème siècle. En fait, toutes ces questions n'étaient qu'un moyen d'esquiver les questions de fond : quelle perspective nous offre aujourd'hui le capitalisme pourrissant ? Face aux nouvelles données de la situation mondiale ouverte avec l'effondrement du bloc impérialiste russe, quelle est la signification profonde de cette mobilisation militaire, la plus massive depuis la guerre du Vietnam ?

Ne pas comprendre que le monde capitaliste est entré aujourd'hui dans une période d'instabilité, de chaos et de décomposition générale, c'est refuser de voir la gravité des enjeux que contient cette ère de barbarie dans laquelle nous entraîne ce système moribond. Face à la menace de destruction totale de l'humanité que contient la situation historique présente, moins que jamais les révolutionnaires ne peuvent faillir à leur responsabilité.

BN

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Paris : C.B. : 1000 F ;
Réunion publique de septembre : P : 20 F ; M.A. : 20 F ; Jo : 20 F ; TP : 20 F ; Av : 30 F ; L : 50 F ; JLV : 20 F ; L : 20 F ; Gb : 30 F ; RL : 20 F ; P : 100 F ; Br : 50 F ; Pa : 50 F ; Stanley : 50 F ; FE : 50 F ; YD : 35 F ; CN : 50 F ; Ctx : 100 F ; M : 10 F ; FM : 60 F ; RV : 20 F ; Mrc : 50 F.
Rouen : D : 450 F.
Lille : Réunion publique de septembre : J : 40 F ; S : 50 F ; MA : 50 F ; GD : 15 F ; XY : 50 F
Toulouse : Réunion publique de septembre : Da : 25 F ; Ol : 99 F ; Ra : 212 F ; Lu : 100 F ; Fse : 105 F ; Pas : 100 F ; Christ : 30 F.
Marseille : Jos : 30F ; Nic : 50 F

TOTAL : 3.281 F

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

LE PACIFISME :

UN POISON IDEOLOGIQUE POUR LA CLASSE OUVRIERE

SEULE LA GUERRE DE CLASSE POURRA METTRE FIN A LA GUERRE IMPERIALISTE

BORDEAUX :

Réunion publique le 17 novembre, à 17h, au café des Arts, 138, cours Victor Hugo (thème non encore défini). Au comptoir demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

LILLE :

Permanence le 13.10 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3ème dimanches du mois de 11h à 12h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 19.10 à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2ème mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 13.10 à 17h, rendez-vous au kiosque à journaux, entrée de la gare d'autocars, en haut de la rue Honorat, 13003.
Permanence le 24.10 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le samedi 13.10 de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5ème).

Courant Communiste International

Revue Internationale/62

3^e trimestre 1990

15 F / 75 Fb

Situation internationale

PAYS DE L'EST : CRISE IRREVERSIBLE,
RESTRUCTURATION IMPOSSIBLE

LA BARBARIE NATIONALISTE

RAPPORT SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE

LA DECOMPOSITION, PHASE ULTIME
DE LA DECADENCE DU CAPITALISME

Polémique

Face aux bouleversements à l'Est
UNE AVANT-GARDE EN RETARD

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1

1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600

Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)

Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer l'objet du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F. Abonnement de soutien : 12 numéros : 200F.

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F. Abonnement de soutien : 4 numéros : 150F.

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F. Abonnement de soutien : 300F.

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE

D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC

d'Italie et l'opposition de gauche internationale, 1929-

1933

13F + 5F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre

88)

10F + 6F pour frais d'envoi

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(nouvelle édition remaniée et augmentée)

30F + 3F pour frais d'envoi.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

CE N'EST PAS LA GUERRE QUI PROVOQUE LA CRISE, C'EST LA CRISE ECONOMIQUE QUI POUSSE LE CAPITAL A LA GUERRE

Au moment d'appeler les populations à l'effort de guerre, les classes dominantes déploient de gigantesques moyens de propagande, de matraquage, de manipulation idéologique massive, afin de justifier les sacrifices qu'elles imposent. Au coeur de cette opération se trouve la question du POURQUOI de la guerre. Pourquoi faut-il être prêt à verser son sang et celui des exploités du camp « ennemi », pourquoi faut-il subir de nouvelles privations matérielles, pourquoi faut-il supporter de nouvelles intensifications de l'exploita-

tion au travail ? Tout gouvernement qui s'engage militairement doit apporter des « réponses » à ces questions élémentaires.

Inversement, pour le prolétariat, qui ne peut participer à ces guerres que comme chair à canon et comme esclave producteur des moyens de destruction, sa capacité à affronter, pour les détruire, la machine capitaliste et sa logique guerrière, dépend de sa conscience des véritables motifs, des véritables causes de la guerre capitaliste.

ment. C'est la lutte pour leur survie, pour la survie de leurs capitaux, de leurs profits que la crise rend de plus en plus difficiles à réaliser. Chaque capital vit en concurrence avec les autres. Lorsque la crise économique s'approfondit, c'est-à-dire lorsque la machine qui produit leurs profits se bloque de plus en plus, se heurtant violemment à ses propres limites (l'incapacité de produire ses propres débouchés, de créer un pouvoir d'achat capable d'absorber sa propre production), chaque nation capitaliste, grande ou petite, est poussée violemment vers l'issue guerrière. Puisque le jeu « naturel » des lois économiques existantes ne me permet plus de survivre, il ne me reste d'autre solution que le recours aux moyens plus « primitifs » de la FORCE BRUTE, celle des armes. C'est pourquoi la crise économique précède toujours la guerre.

La guerre du Golfe ne fait pas exception aux lois du capitalisme décadent. Le développement des tensions militaires au Moyen-Orient est, en dernier ressort, la conséquence de l'aggravation des tensions économiques, de l'approfondissement de la crise économique dans laquelle se débat le capital mondial. Pour l'Irak, le cas est caricatural : un pays incapable de payer ses dettes (frappé par cette maladie qui se répand sur le capital mondial de plus en plus rapidement) réagit par les armes en s'emparant du coffre-fort voisin. Pour les puissances dominantes, c'est la menace du chaos au coeur de la moitié des réserves pétrolières mondiales et, plus fondamentalement, de l'ensemble du monde, chaos qui résulte de l'impasse totale où se trouve l'économie capitaliste. La décomposition économique et sociale de leur propre système s'accélère et la défense de leurs plus sordides intérêts économiques passe par la réaffirmation militaire de la force du premier d'entre eux, les Etats-Unis. Les Etats-Unis n'agissent pas en « pacificateurs », mais en premier caïd qui réaffirme sa prédominance au moment où tout menace de s'effondrer.

La guerre prend ici des formes marquées de l'empreinte de la décomposition capitaliste. La guerre mondiale, sous la forme de l'affrontement entre deux blocs n'est plus possible lorsqu'un des blocs s'est effondré sur lui-même. Mais quelle que soit la forme particulière que prend la guerre, c'est l'intensification des difficultés économiques du capital qui y conduit les différentes nations capitalistes, toutes impérialistes.

**PAS DE CAPITALISME SANS CRISE
PAS DE CAPITALISME SANS GUERRE
PAS DE PAIX SANS LA REVOLUTION COMMUNISTE**

Comprendre que c'est la crise économique qui est à l'origine des tensions militaires du Golfe persique, comme de toutes les guerres du capitalisme décadent, conduit à deux conclusions fondamentales, cruciales pour le prolétariat à notre époque :

Premièrement, les discours pacifistes de l'ONU, parlant d'une nouvelle ère de paix sous la bienveillante et harmonieuse protection des grandes puissances (et de ce qui reste de l'URSS) est un mensonge aussi énorme que la mobilisation militaire qu'ils déploient en ce moment au Moyen-Orient (la plus importante, sous certains aspects, depuis la seconde guerre mondiale). La crise économique dans laquelle se débat le capitalisme ne fait qu'entrer dans une nouvelle période de convulsions majeures. L'inévitable extension et approfondissement de la crise économique mondiale rend tout aussi inévitable, pour le capital, la marche vers des confrontations guerrières de plus en plus importantes et nombreuses, quelles que soient les formes qu'elles puissent prendre dans un monde en proie à la décomposition accélérée.

Deuxièmement, le monde ne pourra connaître une véritable paix que par la destruction radicale de ce qui engendre la guerre aujourd'hui, que par une révolution débarrassant l'humanité des lois et institutions capitalistes.

La cause de la guerre, c'est le capital. Lutter contre le capital est la seule véritable lutte contre la guerre.

RV

LISEZ LE LIVRE DE P. HEMPEL :

A BAS LA GUERRE

Pour toute commande s'adresser à la boîte postale de RI (70 F + 15 F de frais d'envoi)

■ Aujourd'hui, la propagande des différents gouvernements participant à l'opération du Golfe contre l'Irak, présente la cause de cette guerre dans la nécessité d'abattre un « monstre sanguinaire qui a sauvagement agressé un petit Etat limitrophe ». Il s'agirait de « faire respecter le droit international ». En Irak, le gouvernement affirme qu'il s'agit de « défendre la nation arabe et les lieux saints contre le sionisme et ses alliés » et de combattre « les régimes féodaux corrompus qui gouvernent encore trop de patries arabes ».

Nous avons, dans le numéro précédent de ce journal, mis en évidence la cynique hypocrisie qui caractérise tous ces mensonges. Ce qui nous importe ici, c'est de revenir sur une falsification qui se trouve au centre de tout ce tissu de contre-vérités sur les causes de la guerre, à savoir le rapport entre crise économique et guerre.

**CE N'EST PAS LA GUERRE
QUI EST CAUSE DE LA CRISE MAIS LA CRISE
QUI PROVOQUE LES TENSIONS GUERRIERES**

Tous les jours, les médias matraquent infatigablement : la tension militaire dans le golfe Persique (à travers ses conséquences sur le prix du pétrole) est la cause de la crise économique.

En affirmant que c'est la guerre qui est la cause de la crise économique et non l'inverse, la bourgeoisie cache deux vérités fondamentales : premièrement que c'est le capitalisme lui-même, prisonnier de ses contradictions internes insolubles, qui est la véritable cause du marasme économique ; deuxièmement, que c'est dans cette même crise économique que se trouve la cause des guerres du capitalisme décadent.

Nous avons déjà abordé la première question dans notre numéro précédent. Nous y montrions que les bouleversements économiques provoqués par la crise du Golfe constituaient un facteur aggravant de la crise, mais NON SA CAUSE. Nous avons montré comment la crise se développait déjà bien avant le 2 août 1990. Depuis lors, le gouvernement américain a rendu public le dernier chiffre sur la croissance de la production du capital US, celui du deuxième trimestre (avril-juin) 1990, bien avant le 2 août : 0,4 %, c'est à dire la stagnation complète. Il reste peu de commentateurs économiques pour nier la réalité : après le tiers monde, après le bloc dit "socialiste", c'est le coeur même de la machine capitaliste, la première puissance économique mondiale, qui entre en récession ouverte. Quiconque prend en compte ce fait et sait en outre lire un calendrier, sait que ce n'est pas la crise du golfe qui a pu engendrer une nouvelle récession de l'économie mondiale, puisque cette récession était déjà une réalité plusieurs mois avant l'invasion du Koweït par l'Irak.

Quant à la deuxième question, la crise économique comme cause des guerres dans le capitalisme décadent, il suffit de rappeler l'histoire du capitalisme depuis le début de ce siècle pour se rendre à l'évidence.

**L'IMPERIALISME EST UN PRODUIT
DE LA CRISE PERMANENTE DU CAPITAL**

Le début du XXe siècle est marqué par la fin de l'expansion coloniale du capitalisme. Les principales puissances achèvent un premier partage du monde entre elles. La création d'un marché mondial, oeuvre historique du capitalisme, est réalisée pour l'essentiel. Mais déjà l'ensemble des capitaux nationaux se heurte à une insuffisance de débouchés pour leurs produits. Sortant de 30 ans de prospérité quasiment ininterrompue, les besoins de nouveaux débouchés solvables, de nouveaux marchés "vierges" se font d'autant plus cruellement sentir, que les progrès techniques ont fait exploser les capacités productives des différents capitaux. Ce manque d'air est particulièrement ressenti par les dernières nations parvenues à la puissance industrielle, au premier rang desquelles se situe l'Allemagne. Dès 1912, la nouvelle situation

historique se manifeste par un ralentissement marqué de la croissance économique. Pour les puissances dominantes, en particulier l'Angleterre et la France, il est crucial d'empêcher, par les armes s'il le faut, le développement du nouveau concurrent prussien. Pour le capital allemand, briser le partage existant, s'ouvrir une place sur le marché mondial ne peut plus être fait qu'aux dépens des autres, en cassant par la force des armes leur domination. Il y a trop de capitaux parce qu'il n'y a, et il n'y aura plus jamais suffisamment de marchés pour assurer une expansion du capital. L'explosion de la première guerre mondiale fut le résultat de la pression de la crise économique provoquée par cette situation.

Le capitalisme était entré dans une nouvelle ère historique. La crise économique n'était plus, comme au siècle dernier, une crise de croissance préparant de nouveaux bonds en avant, mais les convulsions d'un corps définitivement condamné à une crise permanente, toujours contraint pour prolonger son agonie en ayant recours à la force la plus brutale, à des guerres toujours plus barbares et sanglantes. La propagande officielle disait aux ouvriers allemands qu'il s'agissait d'une guerre « pour défendre la culture allemande » face aux empires égoïstes de l'Angleterre et de la France, une guerre contre la force réactionnaire du tsarisme russe. Aux ouvriers de France, d'Angleterre ou de Russie on dit que la cause de la guerre était le « militarisme prussien » dont il fallait se débarrasser pour avoir la paix. Les révolutionnaires de l'époque, Rosa Luxembourg, comme Lénine, dans leur combat contre la guerre, développent l'analyse de « l'impérialisme » démontrant qu'il s'agit en fait de l'entrée du système dans sa « phase ultime », dans sa « phase de décadence ».

Rosa Luxembourg démontre que « dans le cadre impérialiste, il ne saurait plus y avoir de guerre défensive ». Tous les Etats, quelle que soit leur taille, quel que soit leur âge, sont impérialistes : « La politique impérialiste n'est pas l'oeuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout insécable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire. » (R. Luxembourg, « La crise de la social-démocratie », chap.VII)

Pour les marxistes, il était clair que désormais la crise économique accompagnerait en permanence la vie du capital ; que désormais la guerre, comme moyen de répondre aux contradictions internes du capital, deviendrait de ce fait un élément constant de la vie sociale ; que la guerre ne pourrait plus être combattue sans combattre l'existence du capital lui-même.

Cette analyse se vérifie de façon éclatante, non seulement par la fin de la première guerre mondiale sous la pression de la première vague révolutionnaire prolétarienne internationale, mais aussi au cours de la période suivante. Après dix ans de reconstruction, qui voient surtout l'essor des Etats-Unis aux dépens des vieilles puissances européennes, le capitalisme mondial connaît une nouvelle crise économique à l'ampleur inconnue jusqu'alors. Alors que la crise économique qui avait précédé la première guerre mondiale et qui n'avait pas eu le temps de s'épanouir, dévorée dans le tourbillon de la guerre qui éclata rapidement, la dépression commencée en 1929 va se prolonger pendant dix ans avant de se « résoudre » à son tour dans une nouvelle guerre planétaire qui connaîtra cette fois Auschwitz et Hiroshima.

Les discours sur « la lutte contre la dictature bolchevique » ou contre « l'hégémonie franco-britannique » qui furent distillés aux travailleurs allemands, les discours sur « la démocratie contre le monstre fasciste » que subit le prolétariat des pays s'opposant à l'Allemagne et à l'Italie, tout cela n'était que l'habillage idéologique destiné à cacher la sordide réalité d'une guerre inter-impérialiste éclatant à la suite de la crise économique de 1929.

Ce ne sont pas des idéaux, philosophiques, religieux ou politiques, qui poussent les capitalistes à s'affronter militaire-

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.